Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 20 août 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°703 ■

CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE NATIONALE DU MOUDJAHID

Le Président Tebboune adresse un message

P 16

ACTIVITÉ DES PRESTATAIRES DE SERVICES DE PAIEMENT

Nouvelle instruction de la Banque d'Algérie

La Banque d'Algérie vient de publier l'Instruction n° 06-2025 du 17 août 2025, fixant les règles de fonctionnement des prestataires de services de paiement (PSP). Cette nouvelle réglementation, qui s'inscrit dans le prolongement du règlement n° 25-02 d'avril 2025, vise à consolider la confiance dans les services financiers numériques, tout en protégeant les usagers et en clarifiant le rôle des opérateurs. P 3

AVEC UNE CAPACITÉ DE RAFFINAGE DE 677 000 BARILS/JOUR

L'Algérie dans le top 10 des pays de l'Opep

La capacité de raffinage du pétrole au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a poursuivi sa progression au cours des cinq dernières années, portée par de nouveaux investissements et la mise en service de grandes infrastructures. Selon le dernier rapport de l'organisation relayé par la plateforme spécialisée « Attaqa.net » la capacité totale des États membres a atteint 14,14 millions de barils par jour (mbj) en 2024, soit une hausse de 18,5 % (+2,2 mbj) par rapport à 2020.

P 2

MARCHÉ DE FOURNITURES SCOLAIRES

Vers une baisse des prix de 50 % !

L'été fini, les ménages en Algérie vont faire face à de nouvelles dépenses avec la rentrée scolaire annoncée pour le 21 septembre de cette année. Fort des expériences passées, et afin de garantir au mieux une rentrée réussie, le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations dit avoir pris toutes les dispositions nécessaires en ce sens, pour permettre aux citoyens d'acquérir des articles scolaires à des prix raisonnables.

P 5

ORAN

Des tonnes d'algues récoltées sur les plages

Le bilan du programme spécial de la campagne nationale de nettoyage des plages des algues et des déchets, dans la wilaya d'Oran, supervisé par la direction locale de l'Environnement, fait état de la collecte de plusieurs tonnes de déchets et de la distribution de centaines de bacs à ordures aux communes côtières, a-t-on appris auprès de la même direction.

P 5

CNEP-BANQUE

Ouverture d'une nouvelle agence à Biskra P 3

SONELGAZ

« L'exercice 2026 sera l'année de l'exportation » P 4

DRAME DE L'OUED EL HARRACH

Quatre personnes placées en détention provisoire P 16

OBLIGATION DE LIVRER LA RÉCOLTE À LA CCLS

La DSA de Guelma sensibilise les céréaliculteurs

La direction des services agricoles (DSA) de Guelma a lancé, depuis début août, un programme de rencontres avec les céréaliculteurs pour leur rappeler l'obligation de remettre leur récolte de la saison agricole 2024-2025 à la coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), a indiqué, lundi, le responsable local du secteur, Rachid Rehamnia. Le même responsable a précisé, au cours d'une rencontre de sensibilisation ciblant les agriculteurs des communes de la daïra de Khezzara (12 km de Guelma) que le programme de ces sorties de terrain "s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations des autorités supérieures du pays quant à l'obligation de remettre les cultures céréalières aux unités de la CCLS et ce, en droite ligne de la politique nationale visant à atteindre l'autosuffisance en ce qui concerne les cultures stratégiques, en premier lieu les céréales". Il a ajouté que le processus de sensibilisation, qui inclura tous les agriculteurs activant dans les 34 communes de la wilaya, vise également à rappeler la nécessité de respecter strictement l'article 30 de la Loi de finances complémentaire pour 2022, qui stipule que tout agriculteur pratiquant la céréaliculture et ayant bénéficié d'un soutien d'Etat, pendant la phase de production ou à la fin de celle-ci, et quelle que soit la forme de ce soutien, doit livrer sa production de blés et d'orge "obligatoirement" à l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) par le truchement de la CCLS. Selon la DSA de la wilaya de Guelma, ces sorties de sensibilisation ont touché, depuis leur lancement en début de mois, parallèlement à la poursuite de la campagne Moissons-battage de la saison 2024-2025, des dizaines d'agriculteurs activant dans les communes des daïras de Hammam Dabagh, Guellaât Bousbaâ, Ain Makhlouf et Khezzara, pour toucher, "dans les prochains jours" le reste des communes de la wilaya, avec la participation de différents acteurs du secteur agricole.

AVEC UNE CAPACITÉ DE RAFFINAGE DE 677 000 BARILS/JOUR

L'Algérie dans le top 10 des pays de l'Opep

La capacité de raffinage du pétrole au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a poursuivi sa progression au cours des cinq dernières années, portée par de nouveaux investissements et la mise en service de grandes infrastructures. Selon le dernier rapport de l'organisation relayé par la plateforme spécialisée « Attaqa.net » la capacité totale des États membres a atteint 14,14 millions de barils par jour (mbj) en 2024, soit une hausse de 18,5 % (+2,2 mbj) par rapport à 2020.

Synthèse M. A.

Cette évolution a permis à la part de l'OPEP dans la capacité mondiale de raffinage de grimper de 11,8 % en 2020 à 13,6 % en 2024, alors que la capacité mondiale totale s'élevait à 103,8 mbj l'an dernier. Si la capacité théorique de raffinage progresse, le rendement réel reste en retrait. La production effective des raffineries de l'OPEP s'est établie à 8,921 mbj en 2024, contre 8,511 mbj en 2023, soit une hausse de 5 % (+411 000 bj). Cela correspond à un taux d'utilisation moyen de seulement 63 %, révélateur des difficultés à exploiter pleinement les infrastructures existantes.

Dans ce panorama, l'Algérie occupe la huitième place parmi les pays de l'OPEP, avec une capacité de raffinage stable à 677 000 barils/jour depuis 2020. Malgré l'absence de nouvelles augmentations, cette position lui permet de figurer dans le top 12 de l'organisation, juste devant la Libye, dont la capacité s'élève à 666 000 bj en 2024. L'Arabie saoudite reste le premier acteur du raffinage au sein de l'OPEP, avec 3,291 mbj, soit près du quart de la capacité totale du cartel, après avoir renforcé ses capacités de 12,5 % en cinq ans.

Derrière, l'Iran et le Venezuela complètent le podium avec respectivement 2,237 mbj et 2,154 mbj, des niveaux restés stables depuis 2020. Le Koweït, quant à lui, connaît une progression spectaculaire, grâce à la mise en service de la raffinerie de Mina Al-Zour, sa capacité ayant bondi de 81 % en cinq ans pour atteindre 1,451 mbj, ce qui lui confère la quatrième place. L'Irak se classe cinquième avec 1,266 mbj, en hausse de 67 % depuis 2020, suivi des Émirats arabes unis avec 1,227 mbj. Le Nigéria a connu une véritable transformation avec l'entrée en service de la gigantesque raffinerie Dangote, faisant du pays le septième acteur de l'OPEP. En bas du classement, le Gabon et le Congo affichent des capacités limitées et stables, tandis que la Guinée équatoriale demeure le seul membre dépourvu de raffinerie.

Avec ses 677 000 bj, l'Algérie se situe dans une position intermédiaire. Cette stabilité peut être perçue à la fois comme un signe de constance et comme un retard relatif face à des pays qui ont massivement investi ces dernières années. Le défi pour Alger demeure d'augmenter ses capacités et surtout d'améliorer le taux d'utilisation de ses installations, dans un contexte où la transformation locale des hydrocarbures devient un enjeu stratégique pour la souveraineté énergétique.

RAPPORT DE L'UPU

L'EMS classée 14e mondiale et 1ère en Afrique du nord et au Maghreb

Par R. E.

L'entreprise "EMS Champion Post Algérie", filiale d'Algérie Poste, spécialisée dans la distribution des colis et des courriers express, s'est hissée à la 14e place au niveau mondial et à la 1ère place parmi les opérateurs de l'Afrique du Nord et du Maghreb, en termes de "qualité de service, de performance et de conformité aux normes internationales", selon le dernier rapport de l'Union postale universelle (UPU), a indiqué mardi un communiqué du ministère de la Poste et des Télécommunications. L'EMS Champion Post a réalisé une performance remarquable au niveau de tous les indicateurs de son activité, ce qui lui a permis de se hisser à la 14e position mondiale sur un total de 177 opérateurs, selon le rapport récent de l'UPU portant sur la performance des pays membres de la Coopérative EMS (Express Mail Service), précise le communiqué. D'après ce même classement, l'entreprise a occupé "la première place parmi les opérateurs d'Afrique du Nord et du Maghreb". Ce classement s'appuie sur "des indicateurs de performance rigoureux qui sont soigneusement observés et mesurés, dont la conformité aux normes de livraison internationales, la prise en charge des exigences internationales en matière d'échange de données, la rapidité de traitement des doléances et la qualité du service de renseignements pour les clients". Selon le rapport, le Service client relevant de l'EMS Algérie "a interagi immédiatement avec 98% des préoccupations et exigences de ses clients et partenaires à travers le monde", relevant "une amélioration considérable de la performance en ce qui concerne les normes d'échange de données entre opérateurs internationaux, à travers la réalisation de 89% de la totalité des objectifs enregistrés et d'un taux de 85% en termes d'indicateurs de livraison des colis dans les délais fixés, un taux en amélioration constante par rapport aux années précédentes". "Cette dynamique accrue marquant l'activité de l'EMS reflète l'engagement du secteur à contribuer à la création d'un environnement favorable au développement du e-commerce et du e-paiement, avec le renforcement de l'inclusion financière au titre de l'approche intégrée tracée dans ce sens par les Hautes autorités du pays".

CONSTANTINE /DÉDOUBLEMENT D'UN TRONÇON DE LA RN 27

Réception «avant la fin de l'année» du projet

Un projet portant dédoublement d'un tronçon routier de la RN 27 entre les communes de Hamma Bouziane et de Beni H'midene, dans la wilaya de Constantine sera réceptionné « avant la fin de l'année en cours (2025) », a-t-on appris mardi auprès de la direction des travaux publics (DTP). L'opération concerne la route reliant le site urbain de Cherakat dans la commune de Hamma Bouziane jusqu'à Oued Ouerzeg relevant de la commune de Beni H'midene sur une distance de 18,4 km, a indiqué à l'APS le chef du service de développement des infrastructures de base au sein de cette direction, Cherif Barkat. Lancé au début de cette année, les travaux de ce projet dont le taux d'avancement a dépassé 65 %, ont été confiés à l'entreprise publique des travaux publics (EPTP) en sus de 2 autres entreprises privées spécialisées dans ce domaine, a souligné la même source. Portant également sur la réalisation de 2 ouvrages d'art aux lieux dits « Oued Akar » et « Oued Ouerzeg », ce projet ayant mobilisé un investissement public de près de 4 milliards DA, est destiné à améliorer le trafic routier et à fluidifier la circulation sur cette route empruntée par les usagers et les voyageurs à destination des wilayas de Mila, Jijel et de Bejaïa, a-t-on encore indiqué. Il est à noter que la wilaya de Constantine dispose d'un réseau routier long de 246 km de routes nationales (RN), 373 km de chemins de wilaya (CW) en plus de 1.000 km de chemins communaux (CC).

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ACTIVITÉ DES PRESTATAIRES DE SERVICES DE PAIEMENT

Nouvelle instruction de la Banque d'Algérie

La Banque d'Algérie vient de publier l'Instruction n° 06-2025 du 17 août 2025, fixant les règles de fonctionnement des prestataires de services de paiement (PSP). Cette nouvelle réglementation, qui s'inscrit dans le prolongement du règlement n° 25-02 d'avril 2025, vise à consolider la confiance dans les services financiers numériques, tout en protégeant les usagers et en clarifiant le rôle des opérateurs.

Par Sirine R

En effet, cette instruction, signée par le Gouverneur de la BA, Salah-Eddine TALEB, s'inscrit clairement dans la stratégie nationale de digitalisation portée par le gouvernement, qui a multiplié les initiatives pour généraliser l'usage des paiements électroniques.
En renforçant le cadre réglementaire pour les PSP et en accompagnant la digitalisation par des infrastructures et incitations, la Banque d'Algérie et le gouvernement jettent les bases d'une transition numérique réussie, en sécurisant les opérations tout en élargissant l'accès aux services financiers pour les citoyens et les PME.
Selon le texte, « la présente instruction a pour objet de définir les règles régissant l'activité et le fonctionnement des prestataires de services de paiement », lit-on dans l'art. 1 de l'instruction. Elle introduit notamment un encadrement précis de l'ouverture des comptes de paiement, qui peuvent désormais être créés à distance via des procédés technologiques sécurisés et selon trois niveaux, avec des plafonds allant de 100 000 DA à 1 000 000 DA.
Selon l'article 2, le PSP peut, à la demande d'un utilisateur de services de paiement, procéder à l'ouverture d'un compte de paiement, tel que prévu à l'article 8 du règlement n° 25-02 susvisé. L'ouverture d'un compte de paiement s'effectue à distance via un procédé technologique sécurisé selon trois (3) niveaux, en fonction de plafonds des soldes de ces comptes et ce, dans le respect des exigences réglementaires applicables en matière d'identification des utilisateurs de services de paiement.
Les niveaux de comptes de paiement sont fixés comme suit : «Compte de paiement de niveau 1 : dont le solde est plafonné à cent mille dinars algériens (100 000,00 DA). L'ouverture de ce type de compte requiert que l'utilisateur de services de paiement renseigne une fiche d'identification dont le modèle est joint en Annexe I de la présente instruction ; Compte de paiement de niveau 2 : dont le solde est plafonné à cinq cent mille dinars algériens (500 000,00 DA).
Pour l'ouverture de ce type de compte, l'utilisateur de services de paiement doit, sur la plateforme de paiement du PSP, renseigner une fiche d'identification dont le modèle est joint en Annexe II de la présente instruction et scanner son document d'identité en cours de validité, ainsi qu'un justificatif des revenus ; Compte de paiement de niveau 3 : dont le solde est plafonné à un million de dinars algériens (1 000 000,00 DA)», précise la même source.
Par ailleurs, les PSP doivent conclure une convention claire avec chaque utilisateur, incluant des clauses sur l'identification, les conditions d'utilisation, les tarifs applicables et la protection du consommateur. De plus, toute opération doit être accompagnée d'un reçu comportant le montant, la date, l'heure et l'identité du bénéficiaire (art. 6). L'instruction insiste aussi sur l'usage de l'authentification forte pour limiter les risques de fraude. Autre exigence majeure : la séparation stricte entre les fonds des clients et les fonds propres des PSP, grâce à des comptes de cantonnement qui garantissent la restitution des fonds aux usagers en cas de défaillance (art. 9 à 15).
La Banque d'Algérie encadre également le recours à des agents par les PSP, notamment pour le dépôt, le retrait et la transmission de fonds. Ces agents doivent respecter les mêmes exigences de conformité et de transparence, et « le PSP demeure entièrement responsable vis-à-vis des tiers de tous les actes accomplis par ses agents ».
L'instruction impose aux PSP de souscrire à une garantie bancaire ou une assurance responsabilité civile professionnelle, afin de couvrir les usagers en cas de défaillance, comme stipulé à l'article 29. Elle rappelle également que tous les services doivent être fournis exclusivement en « dinars algériens» et sur le territoire national (art. 31). Avec cette instruction, la Banque d'Algérie affirme sa volonté d'encourager le développement des paiements numériques tout en prévenant les dérives. En instaurant des garde-fous clairs, l'objectif est de favoriser la confiance des citoyens et des entreprises dans les solutions de paiement électronique, un levier essentiel pour moderniser le système financier et réduire la circulation fiduciaire.

IMPORTATIONS SOUS COUVERT DE PRODUCTION

Le ministre Rezig dénonce de graves dépassements

Synthèse R E.

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a tiré la sonnette d'alarme sur des pratiques frauduleuses dans les opérations d'importation, menées sous prétexte de production ou de services. Des opérateurs auraient en effet importé des volumes largement supérieurs à leurs capacités de production, parfois même sans disposer d'unités industrielles réelles. D'autres auraient exploité des registres commerciaux agricoles ou de services pour contourner les règles et revendre directement les marchandises importées.
« Nous avons constaté de graves dépassements. Certains opérateurs ont eu recours à des importations dépassant leurs capacités de production ou sans posséder de véritables usines », a déclaré le ministre en réponse à une question écrite du député Tahar Ben Ali, précisant que ces dérives ont été relevées au cours du premier semestre 2025.
Selon les chiffres communiqués par son département, le volume des biens importés a fortement augmenté par rapport à la même période de 2024, notamment dans le domaine de l'équipement et de la gestion. Cette situation a justifié, selon M. Rezig, une intervention rapide afin d'instaurer un suivi rigoureux des opérations et d'éviter les abus.
L'absence de contrôle effectif dans certains segments a permis à des opérateurs de contourner les règles. « Des personnes physiques et morales ont importé des marchandises via des registres qui n'ont aucun lien avec l'activité d'importation, comme les prestataires de services ou les détenteurs de cartes d'agriculteur », a révélé le ministre, qualifiant cette pratique de « contournement réglementaire destiné à la revente en l'état ».
Ces dérives, selon M. Rezig, ont eu des répercussions négatives sur la compétitivité de la production nationale et ont contribué à l'érosion des réserves de change. Le ministère, a-t-il ajouté, a mobilisé ses moyens matériels et humains pour faciliter le dépôt et le suivi des programmes prévisionnels des importateurs, tout en veillant à ce que les importations soient orientées vers les véritables besoins productifs.
« Nos mesures ne visent pas à interdire ou restreindre l'importation, mais à en assurer le suivi dans le cadre du soutien à l'appareil productif », a-t-il précisé.
Pour mettre fin à ces abus, le département du Commerce prépare un nouveau dispositif. Celui-ci devra garantir plus de rapidité, de souplesse et d'efficacité dans le traitement des demandes des opérateurs. « Nous travaillons sur une nouvelle mécanique de gestion des dossiers qui permettra à la fois d'accélérer les procédures et de sécuriser le système », a assuré M. Rezig, en réitérant la volonté du ministère de répondre aux préoccupations des opérateurs dans le respect de l'intérêt supérieur du pays. Avec ce chantier, le gouvernement entend mieux organiser le commerce extérieur, renforcer la transparence et préserver la compétitivité de la production nationale, tout en évitant les sorties injustifiées de devises.

CNEP-BANQUE

Ouverture d'une nouvelle agence à Biskra

La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (Cnep - Banque) a annoncé, mardi, l'ouverture, d'une nouvelle agence bancaire à Biskra, en vue de renforcer son réseau commercial et d'accompagner les opérateurs économique locaux. "Dans le cadre de sa politique de proximité et de développement de son réseau, la CNEP-Banque annonce l'ouverture, le mercredi 20 août 2025, de sa nouvelle agence Biskra 3 (code 851), située au 150 logements El Alia", a-t-elle indiqué dans un communiqué.
Cette implantation vient "renforcer la présence de la banque dans la wilaya de Biskra et répondre à une demande croissante en produits et services bancaires modernes, adaptés aux besoins des particuliers et des professionnels", a précisé la même source.
Cette nouvelle agence proposera, également, des solutions de finance islamique, afin de satisfaire une clientèle à la recherche de services conformes aux principes de la charia. Avec cette ouverture, le réseau commercial de la CNEP-Banque compte désormais 229 agences à travers le territoire national, a fait savoir le communiqué tout en soulignant "la volonté de l'institution de contribuer activement au développement économique des régions qu'elle dessert et d'accompagner ses clients au plus près de leurs projets".

PARLEMENT

L'APN prend part à la TICAD les 20 et 21 août

L'Assemblée populaire nationale (APN) prendra part, les 20 et 21 août à Yokohama (Japon), aux travaux de la 9e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), placée sous le slogan "Discutons de l'Afrique avec les parlementaires", indique mardi un communiqué de l'APN.
"Le député Khaled Bournane participera aux activités de la 9e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), organisée par l'Association asiatique pour la population et le développement, avec le concours du Bureau des Etats arabes du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), du Fonds fiduciaire du Japon, ainsi que de la Fédération internationale pour la planification familiale, et ce en collaboration avec le Forum des parlementaires arabes sur la population et le développement et le Forum parlementaire africain pour la population et le développement", précise le communiqué.

SÉISME À TÉBESSA

Aucune construction endommagée

Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a affirmé, lundi dans un communiqué, qu'il suivait, à travers ses services compétents dont l'Organisme de contrôle technique de construction (CTC), la direction de l'Habitat et l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya de Tébessa, les conséquences du séisme enregistré lundi dans la wilaya de Tébessa.
Le ministère a précisé que les équipes de contrôle sur le terrain, qui se sont déplacée en coordination avec les services de la wilaya de Tébessa et de l'APC de Negrine, n'ont constaté aucun dégât au niveau des constructions et des maisons. Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville "poursuit le suivi de la situation avec rigueur et vigilance, rassurant les citoyens qu'il demeure pleinement mobilisé pour intervenir en cas de tout éventuel développement", conclut la même source.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Report de la rentrée des enseignants au 14 septembre prochain

Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a annoncé le report de la rentrée (2025-2026) des enseignants au 14 septembre prochain et du personnel administratif au 7 du même mois dans le but "d'unifier les périodes de vacances avec celles décidées par le secteur de l'Education nationale", indique un communiqué du ministère. La décision de report intervient "en réponse à la demande des fonctionnaires du secteur de la Formation et de l'Enseignements professionnels", ajoute le communiqué.

SONELGAZ

«L'exercice 2026 sera l'année de l'exportation»

La Société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) a pu faire face à la forte demande d'électricité et aux pannes qui en résultent durant la période estivale 2025, grâce à une stratégie proactive axées sur des investissements conséquents en matière d'équipements et de modernisation des outils d'intervention via les technologie de pointe, a indiqué lundi à Constantine le porte-parole du Groupe, Khalil Hodna.
Au cours d'une conférence de presse animée à la direction de distribution de Sonelgaz de Bab El Kantara (Constantine), le prorte-parole a affirmé que la rapidité de l'intervention rendue possible grâce à l'intégration des technologies de pointes permettant la détection des pannes, a permis une réactivité accrue sur le terrain pour une continuité du service public même en période de forte demande. Le poste de commande centralisé (PCC) de la Sonelgaz a largement contribué à l'amélioration des paramètres de performance, a souligné le même responsable qui a mis en avant l'importance des investissements colossaux réalisés par cette Société en matière d'infrastructures, de production, de transport et réseaux de distributions, entre autres. La consommation nationale de l'énergie électrique avait enregistré durant cet été 8 pics, a-t-il rappelé, précisant que la situation avait été maîtrisée avec "succès".
L'exercice 2026, sera pour Sonelgaz, "l'année de l'exportation", a estimé le même responsable évoquant les prouesses réalisées par l'Algérie en matière de production énergétique, notamment dans le cadre de la stratégie de la transition énergétique, et les avancées concrétisées également dans le domaine de production d'équipements au niveau des filiales de production d'El Eulma (Sétif) et de M'Sila. Citant l'exemple des compteurs électroniques et intelligents fabriqués en Algérie et les détecteurs du monoxyde de carbone, le même responsable a fait état d'un taux d'intégration dépassant parfois les 90% en matière de matériel utilisé dans le domaine d'électricité et de gaz.
Il a fait part également des performances réalisées par la Sonelgaz en matière d'expertise et de formation via les 5 écoles relevant de cette Société nationale qui sont spécialisées, notamment dans les domaines de gaz et d'électricité, de gestion, ingénierie, et production des énergies renouvelables en plus des laboratoires de qualification.
Il a rappelé également le lancement par la Sonelgaz des campagnes nationales sur la rationalisation de la consommation de l'électricité et du gaz, précisant dans ce cadre qu'environ 90% de la production d'électricité se fait par le gaz d'où l'importance a-t-il ajouté de préserver et d'économiser la consommation du gaz, notamment.

LA SUÈDE

L'histoire du premier pays sans fumée dans le monde

La Suède est souvent saluée comme un exemple à suivre en matière de réduction des risques tabagique. Avec le taux de tabagisme le plus bas d'Europe, le pays scandinave doit son succès à une approche innovante axée sur les produits alternatifs sans combustion, principalement le snus et les sachets de nicotine. Cette stratégie a eu un impact significatif sur la santé publique, ouvrant la voie à une approche pragmatique de la réduction des risques liés au tabac.
Historiquement, la Suède n'a pas été par le passé à l'abri des problèmes de santé publique liés au tabagisme. Toutefois, le pays a réussi à réduire drastiquement le nombre de fumeurs au cours des dernières décennies. Selon les statistiques, la Suède affiche aujourd'hui le plus faible taux de tabagisme d'Europe, avec moins de 5 % de la population adulte qui fume quotidiennement. C'est ce qu'on appelle une "nation sans fumée".
Le snus, un produit de tabac oral sans combustion, a joué un rôle central dans cette réussite. Utilisé depuis des siècles en Suède, le snus est fabriqué à partir de tabac pasteurisé et se présente sous forme de sachets ou de poudre humide à placer sous la lèvre supérieure. Contrairement aux cigarettes, le snus n'implique pas de combustion, ce qui réduit considérablement les risques pour la santé. Le snus a été largement adopté en Suède comme alternative aux cigarettes. A ce produit s'est ajouté également les sachets de nicotine (sans tabac). En fournissant aux fumeurs un moyen de satisfaire leur besoin de nicotine sans inhaler de fumée, il a permis à de nombreuses personnes d'arrêter de fumer ou de ne jamais commencer. Cette transition vers des produits sans combustion a eu un impact positif sur la santé publique, avec une réduction des maladies liées au tabagisme telles que le cancer du poumon et les maladies cardiaques.
La stratégie suédoise de réduction des risques a un impact tangible sur la santé de la population. Le pays affiche des taux de maladies liées au tabagisme nettement inférieurs à ceux des autres pays européens. De plus, la mortalité attribuable au tabagisme y est également réduite. Ces résultats démontrent que des politiques de santé publique axées sur la réduction des risques peuvent avoir un impact significatif et positif. L'histoire à succès de la Suède dans la lutte contre le tabagisme mérite d'être examiné et potentiellement reproduite dans d'autres régions du monde confrontées au défi du tabagisme.

RECENSEMENT ÉCONOMIQUE DU PRODUIT NATIONAL

Zitouni préside une réunion consacrée à la présentation de l'audit des données

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, M. Tayeb Zitouni, a présidé, lundi, une réunion consacrée à la présentation de l'audit des données du Recensement économique du produit national, qui vise à garantir l'exactitude et la fiabilité des données économiques, indique un communiqué du ministère.
Lors de la réunion, le ministre a précisé que la phase d'analyse des résultats du Recensement économique pour déterminer les estimations réelles des besoins du marché national et mettre en évidence les points à améliorer, sera lancée dès l'achèvement de l'audit.
Le Recensement économique du produit national est un outil essentiel pour promouvoir la production locale en appuyant la vision prospective visant à renforcer les capacités de l'économie nationale, a-t-il ajouté.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	430,00	0,00	1,72	2,09	7,59	8,14	1000	430 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 418,00	1414,00	-0,28	-0,96	-0,21	9,09	5,50	4892	6 917 288,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	0,11	5,25	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 281,00	2283,00	0,09	-0,09	0,56	10,89	5,48	3947	9 011 001,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,27	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	384,00	NC	0,00	-3,76	-5,91	3,63	5,47	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 17 أوت 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 17 Août 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	61	69	52	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	84	101	68	الطماطم		
	Oignon sec	47	54	40	البصل الجاف		
	Ail sec	496	575	416	الثوم الجاف		
	Carotte	98	110	87	الجزر		
	Navet	145	158	131	لفت		
	Poivron	106	119	94	الفلفل الاخضر		
	Piment	121	137	104	الفلفل الحار		
	Courgette	112	126	98	الكوسة		
	Haricot vert	228	251	204	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	145	158	131	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	361	445	278	التفاح المحلي	فواكه طازجة	
	Datte	603	723	483	التمر		
	Banane	452	465	436	الموز		
	Melon	86	99	73	البطيخ الاصفر		
	Pastèque	75	86	65	البطيخ الاحمر		
	Raisin	235	292	177	العنب		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1786	1909	1663	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	335	347	323	الدجاج		
	Œufs (Unité)	19	20	17	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	95	101	90	حليب البقر (لتر)		

MARCHÉ DE FOURNITURES SCOLAIRES

Vers une baisse des prix de 50 % !

L'été fini, les ménages en Algérie vont faire face à de nouvelles dépenses avec la rentrée scolaire annoncée pour le 21 septembre de cette année. Fort des expériences passées, et afin de garantir au mieux une rentrée réussie, le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations dit avoir pris toutes les dispositions nécessaires en ce sens, pour permettre aux citoyens d'acquérir des articles scolaires à des prix raisonnables.

Par Réda Hadi

En effet, 43 marchés de solidarité pour la vente de fournitures scolaires seront ouverts à partir d'aujourd'hui (20 août 2025) dans les six wilayas relevant de la Direction régionale du commerce du Centre, sise à Blida, en prévision de la prochaine rentrée scolaire 2025/2026.
Les marchés de solidarité seront ouverts dans les wilayas de Blida (6), Tizi Ouzou (21), Bouira (3), Médéa (7), Aïn Defla (3) et Djelfa (3), a précisé M. Michachou, notant que ces espaces seront aménagés dans les chefs-lieux des wilayas concernées et les grandes villes, pour les rapprocher des citoyens. Plus de 290 opérateurs économiques, dont des importateurs, des producteurs, des grossistes et des détaillants, ont accepté de vendre des fournitures scolaires de qualité à des prix compétitifs et solidaires afin que le plus grand nombre de parents, de toutes les bourses, puissent les acquérir, a-t-il fait savoir.
Il est à rappeler que le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a appelé les opérateurs économiques du secteur des fournitures scolaires à contribuer activement aux foires spécialisées qui seront organisées en prévision de la prochaine rentrée scolaire, a indiqué un communiqué du ministère. Le secrétaire général (SG) du ministère, El Hadi Bakir, a mis en avant l'importance de « renforcer le partenariat et la coordination étroite avec les différents acteurs économiques afin de contribuer activement à l'organisation de foires spécialisées dédiées aux fournitures scolaires, proposant des produits de haute qualité à des prix étudiés et accessibles au citoyen », ajoute la même source.
C'est dans ce contexte, d'ailleurs, que l'Union générale des commerçants et artisans algériens a affirmé la disponibilité des fournitures scolaires ainsi qu'une baisse des prix cette année pouvant atteindre 50 %.
Elle a, par ailleurs, salué la qualité du produit local, sa compétitivité ainsi que ses prix abordables et réduits.
Le secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens, Issam Bedrissi, a précisé dans une déclaration au journal «Annasr», lundi, que l'Union participe, comme à chaque fois, aux manifestations organisées par le ministère du Commerce intérieur, lesquelles ont démontré leur utilité économique et sociale grâce à la vente directe et promotionnelle de toutes les fournitures scolaires.
Le secrétaire général a estimé que tous les indicateurs sont positifs concernant les fournitures scolaires, soulignant à ce propos l'abondance de la production locale, sa compétitivité, sa qualité, mais aussi une baisse des prix du produit national pouvant atteindre 70 % par rapport aux produits importés.
Il a relevé, dans le même contexte, que les entrepôts sont bien approvisionnés en fournitures scolaires, d'autant plus que les autorisations d'importation ont été accordées dans les délais, ce qui a permis leur disponibilité.
Il a également signalé une baisse importante des prix des fournitures scolaires cette année, dans le cadre de l'ouverture du champ à la vente en soldes par le ministère du Commerce intérieur, qui a délivré les autorisations nécessaires couvrant divers produits, y compris vêtements, chaussures et autres articles.
Selon lui, les remises appliquées par les librairies, les vendeurs de fournitures scolaires, ainsi que les magasins de vêtements, de chaussures et d'articles de sport nécessaires aux élèves ont atteint jusqu'à 50 %. Il a rassuré, dans ce sens, quant à la baisse des prix des fournitures scolaires, notamment celles de fabrication locale, de l'ordre de 50 %. Le secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens a également appelé les parents à rationaliser l'achat des fournitures scolaires et à respecter la liste officielle publiée par le ministère de l'Éducation nationale.

ORAN

Des tonnes d'algues récoltées sur les plages

Le bilan du programme spécial de la campagne nationale de nettoyage des plages des algues et des déchets, dans la wilaya d'Oran, supervisé par la direction locale de l'Environnement, fait état de la collecte de plusieurs tonnes de déchets et de la distribution de centaines de bacs à ordures aux communes côtières, a-t-on appris auprès de la même direction. Cette initiative, lancée conformément aux instructions du ministère de l'Environnement et de la Qualité de vie, rappelle la cellule de communication de cette direction, a englobé également des campagnes de sensibilisation et d'information à destination des estivants, ainsi que le nettoyage des plages des algues et des déchets, en plus de la distribution de bacs à ordures au niveau des communes côtières. L'opération a permis de nettoyer quatre plages et de collecter environ 11 tonnes d'algues marines et près de 3 tonnes de déchets, principalement des bouteilles en plastique, avec la participation de plus de 30 associations versées dans l'environnement, selon la même source. Par ailleurs, des bacs spéciaux pour la collecte des déchets, d'une capacité variant entre 240 et 770 litres, ont été distribués dans les communes côtières, a-t-on encore fait savoir. Ainsi, la commune d'Oran a bénéficié de 209 bacs, Es-Senia (222), Misserghine (177), Bir El Djir (123), Aïn El-Turck (338), Bousfer (166), Aïn El-Karma (181), Mers El-Hadjadj (176), Arzew (95), Gdyel (108), El Ançor (60), Mers El-Kebir (20), Boutlelis (90), en plus du village méditerranéen, qui a bénéficié de 90 bacs, et du marché du gros des fruits et légumes d'El Kerma, qui a reçu 40 bacs.
En ce qui concerne le suivi et le contrôle de la qualité des eaux de baignade, la station d'Oran de l'Observatoire national de l'environnement et du développement durable a effectué des analyses physico-chimiques sur 434 échantillons prélevés sur les plages autorisées à la baignade, et les résultats ont confirmé que l'eau est propre à la baignade, selon la même source.

VINGT ANS DE PRÉSENCE NORVÉGIENNE EN ALGÉRIE

Quel bilan industriel et économique ?

Par Mourad A.

Depuis plus de deux décennies, la Norvège s'est solidement implantée en Algérie à travers des partenariats industriels, maritimes et énergétiques. Cette présence, qui s'est affirmée au fil du temps, traduit une volonté d'inscrire la coopération algéro-norvégienne dans la durée et d'en élargir le champ, au moment où les deux pays partagent une place stratégique dans le marché mondial du gaz.
L'un des exemples les plus emblématiques est celui du groupe Jotun, leader mondial de la peinture, qui possède une usine en Algérie depuis plus de 20 ans. L'entreprise produit pour le marché local, mais nourrit également des ambitions à l'export. « Nous avons des gros groupes mondiaux avec des sièges sociaux en Norvège, comme Jotun, qui investissent pleinement en Algérie », a souligné Mme Therese Løken Gheziel, ambassadeur de la Norvège en Algérie et en Tunisie lors de son passage dans l'émission « One 2 One » de la chaîne télé One TV.
Le secteur maritime constitue un autre pilier de cette coopération. L'armateur Wilhelmsen, acteur incontournable du transport et des services maritimes, est présent dans tous les ports algériens, offrant des solutions logistiques aux navires accostant sur les côtes du pays.
« Il y a entre l'Algérie et la Norvège une histoire et une identité maritime commune, et Wilhelmsen en est un acteur essentiel », a ajouté l'ambassadrice.
Mais c'est sans doute dans le domaine de l'énergie que les relations sont les plus structurantes. Le partenariat entre Sonatrach et Equinor (anciennement Statoil), dont 67 % du capital est détenu par l'État norvégien, illustre cette coopération.
Présente en Algérie depuis de longues années, la compagnie Equinor s'est engagée non seulement dans le pétrole et le gaz, mais aussi dans les énergies renouvelables. Un accord important a également été signé en 2024 à Oran entre Sonatrach et ICA Finance pour développer des projets énergétiques respectueux de l'environnement et réduire les émissions de gaz à effet de serre. « Nous sommes deux pays signataires de l'Accord de Paris, et nous avons pris des engagements pour limiter la détérioration du climat. Cette transition verte est importante pour des producteurs et exportateurs de gaz comme l'Algérie et la Norvège », a rappelé Mme Løken Gheziel. Les deux pays figurent parmi les principaux fournisseurs de gaz naturel de l'Europe.
« La Norvège et l'Algérie sont numéro un et deux exportateurs de gaz naturel vers le continent européen. Cela nous impose des responsabilités, notamment celle de fournir un produit le plus propre possible », a insisté l'ambassadrice. Elle a d'ailleurs salué « le véritable engagement des autorités algériennes et des opérateurs locaux à respecter les nouvelles exigences environnementales des importateurs ».
Si 80 à 90 % de la production norvégienne est destinée aux pays de l'Union européenne et à la Grande-Bretagne, l'Algérie, par sa proximité géographique et son rôle stratégique, attire de plus en plus d'investisseurs norvégiens. Les opportunités s'élargissent au-delà du pétrole et du gaz, notamment dans le maritime, l'industrie et les services liés à la transition énergétique. La présence norvégienne en Algérie s'inscrit dans un contexte plus vaste de rapprochement entre l'Afrique et les pays nordiques. Après la 20e réunion des ministres des Affaires étrangères africains et nordiques tenue à Alger en 2023, puis la rencontre de Copenhague en 2024 consacrée au commerce, les perspectives de coopération sont appelées à se renforcer. La Norvège soutient également la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), un projet jugé essentiel pour stimuler les échanges intra-africains.
Après vingt ans de présence, le bilan de la Norvège en Algérie est largement positif. Des usines tournent, des ports sont modernisés, des projets énergétiques voient le jour. Mais des défis persistent : diversification des investissements, amélioration du climat des affaires et adaptation aux exigences de la transition énergétique. « L'Algérie est un marché juste à côté de l'Europe, intéressant pour beaucoup d'acteurs économiques norvégiens », a conclu Mme Løken Gheziel, confiante dans l'avenir de ce partenariat.

ANNABA

541 familles relogées à Sidi Amar

Pas moins de 541 familles qui vivaient dans des habitations précaires dans la commune de Sidi Amar, daïra d'El Hadjar (wilaya d'Annaba), ont été relogées lundi dans de nouveaux appartements dans les deux localités Chaïba 1 et 2 de la même commune.
L'opération a été supervisée par le secrétaire général de wilaya Abdelhakim Fakraoui en présence des autorités locales civiles et militaires.
Dans une déclaration à l'APS, le chef de daïra d'El Hadjar, Zoheir Lemouali, a indiqué que l'opération s'est déroulée dans de bonnes conditions à la faveur de la mobilisation de tous les moyens matériels et humains nécessaires, précisant qu'un espace a été prévu sur le nouveau site pour recevoir d'éventuels recours de sorte garantir la transparence du traitement des dossiers et le respect des droits de tous les citoyens.
Il a également souligné que " les autorités locales ont accompagné les familles bénéficiaires dès les premières heures de l'opération de relogement en assurant le transport et les moyens logistiques nécessaires ", ajoutant que la démolition des habitations précaires a été aussitôt engagée en prévision de l'exploitation des assiettes foncières récupérées pour la réalisation d'équipements publics et éviter leur exploitation illicites.
L'opération s'inscrit dans le cadre du programme de relogement concernant plusieurs communes d'Annaba en application des instructions des autorités supérieures du pays visant l'éradication définitive des habitations précaires ainsi qu'à assurer aux familles des logements décents, a-t-on noté.

BLIDA

Plus de 200 logements raccordés à l'électricité et au gaz à Ben Khelil et Oued El Alleug

Quelque 202 logements des communes de Ben Khelil et Oued El Alleug, au Nord de la wilaya de Blida, ont été raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz naturel, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du Moudjahid (20 août).
Cette opération, réalisée dans le cadre des festivités commémoratives de cette Journée nationale, placées sous le slogan "Mémoire des éternels ", a notamment porté sur le raccordement à l'électricité de 87 foyers à Oued El Alleug et autant d'habitations à Ben Khelil. Quelque 61 autres foyers de la ferme Djaafar, commune de Ben Khelil, ont été raccordés au réseau de gaz naturel.
Inscrits dans le cadre du programme de développement local visant à améliorer les conditions de vie des citoyens, ces projets ont été fortement salués par les citoyens, a indiqué le wali de Blida, Brahim Ouchen.
Par ailleurs, un nouveau forage d'eau a été inauguré dans la commune de Beni Tamou.
Cette infrastructure va assurer un volume supplémentaire de près de 800 M3 d'eau/jour aux habitants du quartier Mohamed El Bachir, selon les explications fournies sur place.

BORDJ BADJI-MOKHTAR

Plus de 400 postes de formation professionnelle pour la session d'octobre 2025

Pas moins de 405 postes de formation professionnelle sont offerts dans la wilaya de Bordj Badji-Mokhtar pour la session d'octobre 2025, a-t-on appris lundi des responsables locaux du secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels.

Ces postes pédagogiques de divers modes de formation se repartissent sur les deux établissements que compte le secteur dans la wilaya, à savoir le Centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) situé au chef-lieu de wilaya et celui de la commune de Timiaouine (150 km de Bordj Badji-Mokhtar), a-t-on souligné.
Cette session sera marquée par l'ouverture de 165 postes pédagogiques et l'introduction de quatre spécialités adaptées aux exigences du marché du travail local, a précisé le directeur du CFPA "Moudjahid Kebir M'hamed" (Bordj Badji-Mokhtar), Berbari Taghelift.
Il s'agit de nouvelles spécialités liées aux différents domaines dont l'électrotechnique (technicien supérieur), l'informatique (technicien), le coffrage et le coulage du béton armé, la gestion des stocks et la logistique, a-t-il expliqué.
Dans le même sillage, le CFPA "Chahid Nouni Abdelkader" prévoit l'ouverture de 240 postes pédagogiques dans diverses spécialités de la formation professionnelle, telles que le BTP (le bâtiment et les travaux publics), les services et l'artisanat, selon le directeur de cet établissement, Amar Ouled Mohamed.
Ces efforts traduisent l'intérêt particulier que l'Etat porte à la promotion de la formation professionnelle afin de répondre aux besoins du marché du travail en matière de main-d'œuvre qualifiée, tout en contribuant à la dynamique de développement que connaît cette nouvelle wilaya de l'extrême Sud du pays, a-t-on encore signalé de même source.

M'SILA

De nouvelles structures du secteur de l'éducation opérationnelles à la prochaine rentrée des classes dans la commune de Tamsa

De nouvelles structures du secteur de l'éducation nationale ont été reçues dans la commune de Tamsa (M'sila) en prévision de la prochaine rentrée des classes (2025-2026), a indiqué, lundi, le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Messaoud Saadaoui.
Le même élu a précisé à l'APS qu'il s'agit d'un groupe scolaire doté d'une aire de jeux en gazon synthétique dont la réalisation, au lieu-dit Bensaib, a nécessité un investissement public de 35 millions de dinars puisés du budget de la commune. M. Saadaoui a également fait savoir que le secteur de l'éducation a également été renforcé, dans cette commune, par 2 nouvelles cantines scolaires réalisées et fournies pour un montant de 30 millions de dinars à l'école Bennacer-Omar et au nouveau groupe scolaire de Bensaib.
S'agissant du transport des élèves, le président de l'APC a indiqué que la commune a signé un contrat avec des transporteurs privés pour la mise à disposition de 12 autobus de transport scolaire dans les régions isolées, la commune se singularisant par la présence de populations éparses. La commune de Tamsa a également bénéficié de 40 millions de dinars pour la réhabilitation de plusieurs établissements scolaires, a encore indiqué M. Saadaoui.

ANNABA

Fermeture temporaire de la trémie de Bouali Saïd

La trémie Bouali Saïd dans la ville d'Annaba sera temporairement fermée à la circulation à compter de mardi pour cause de travaux d'entretien, a-t-on indiqué lundi dans un communiqué de la direction locale des travaux publics.
La même source a précisé que les travaux qui se poursuivront pendant 25 jours s'inscrivent dans le cadre de "l'amélioration de la sécurité et de la pérennité des grandes infrastructures de base de la wilaya et comportent le renforcement de cet ouvrage, la réhabilitation du réseau d'éclairage et la rénovation du système de drainage des eaux pluviales".
Le même communiqué a indiqué qu'il a également procédé à la fermeture d'une partie de la trémie "8 mars" (en direction du centre-ville d'Annaba) depuis jeudi passé pour 15 jours et le trafic a été temporairement dévié vers l'autre partie de la trémie où la circulation a lieu désormais dans les deux sens jusqu'à la fin des travaux.
Le document a précisé que ces travaux sont "nécessaires au regard de l'importance stratégique des deux passages pour la circulation dans la wilayas", ajoutant que les équipes techniques "œuvreront instamment à assurer le respect des délais annoncés et éviter toute perturbation éventuelle du mouvement de la circulation".

SOUK AHRAS

Réhabilitation de 21 établissements scolaires

Pas mois de 21 établissements scolaires situés dans plusieurs communes de la wilaya de Souk Ahras sont en cours de réhabilitation en prévision de la prochaine rentrée des classes (2025-2026), a indiqué, lundi, le wali, Abdelkrim Zinaï.
Le chef de l'exécutif local a précisé à l'APS, en marge d'une visite dans la commune de Taoura où il s'est enquis de l'état d'avancement des travaux de restauration de structures d'enseignement, que les travaux de réhabilitation ont concerné 21 établissements relevant des 3 paliers de l'enseignement, soit 14 collèges d'enseignement moyen (CEM), 5 lycées et 2 écoles primaires.
Soulignant que les travaux en question accusent des taux d'avancement satisfaisants, M. Zinaï a précisé que les établissements en cours de réhabilitation pour un montant de 112,5 millions de dinars, sont situés dans les communes de Souk Ahras, de Taoura, d'Oum El Adhaïm, de Merahna, de Mechroha et de M'daourouch.
Le wali a affirmé, dans le même contexte, que de nombreux établissements scolaires de la wilaya de Souk Ahras sont désormais connectés au réseau de fibre optique et dotés d'équipements pédagogiques modernes.

TIARET

Lancement du chantier de réalisation d'un institut de formation professionnelle offrant 1000 places pédagogiques

Les travaux de réalisation d'un institut de formation professionnelle d'une capacité de 1 000 places pédagogiques ont été lancés récemment dans la ville de Tiaret, a-t-on appris, mardi, auprès du directeur de la formation et de l'enseignement professionnels, Abdelmoutaleb Kait. M. Kait a indiqué que cet établissement de formation comprendra un bloc pédagogique, quatre (4) laboratoires, un amphithéâtre, un pavillon d'hébergement d'une capacité de 300 lits, un restaurant et un club de loisirs. L'institut sera également doté d'une salle de sport et de six (6) logements de fonction. Un montant de l'ordre de 414,8 millions de dinars a été mobilisé pour la concrétisation de ce projet. Implanté dans la banlieue Est du chef-lieu de wilaya, devenue un pôle urbain après la réalisation de milliers de logements de différentes formules, appuyés par diverses infrastructures éducatives, sanitaires et de services, l'institut dont la livraison est prévue dans un délai d'un an, sera d'un apport important pour les jeunes de la région, affirme-t-on.

Comment Paris se prive de l'Afrique par ses erreurs

En 2013, Paris et Alger signaient un accord présenté comme un jalon majeur de « normalisation » : facilités de visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques et de service, accès simplifié aux marchés publics, avantages immobiliers réciproques pour les institutions culturelles et diplomatiques. Un texte voulu par François Hollande pour tourner la page des crispations historiques. Douze ans plus tard, l'histoire se termine dans un fracas diplomatique. Point souvent oublié : c'est la France qui fut à l'initiative de cet accord, et non l'Algérie — contrairement à ce que suggèrent de nombreux commentaires médiatiques.

1e partie

Par MEDIA PART

Quand Paris annonce « suspendre » l'accord, comme pour se laisser une porte entrouverte, Alger répond par un mot qui claque comme un coup de sifflet final : « abrogation ». Plus de retour en arrière, plus de faux-semblants — l'accord est mort, et toute reprise nécessitera de tout renégocier, ligne par ligne, sur une feuille blanche. Ce n'est pas un simple geste technique : c'est un message politique limpide. L'Algérie envoie dire à Paris qu'elle en a fini avec les demi-mesures et les petites hypocrisies diplomatiques.
Les conséquences sont immédiates et lourdes : fin des facilités d'entrée et de circulation pour les diplomates français, remise en cause des avantages immobiliers accordés aux institutions françaises, gel de programmes bilatéraux entiers. Mais le symbole dépasse ces aspects pratiques : Alger montre qu'elle ne subit plus, qu'elle fixe désormais le tempo, et qu'elle ne craint pas d'engager un bras de fer si la France persiste à l'humilier publiquement.
C'est un avertissement sans fard : continuer sur cette voie, c'est s'exposer à une escalade dont les conséquences pour Paris seraient incalculables, bien au-delà du seul champ bilatéral. Car en rompant ainsi, Alger sait aussi que la France se coupe d'un levier stratégique en Afrique et en Méditerranée. Et dans cette partie, c'est l'Algérie qui vient de siffler la fin du match.

Un passé colonial qui freine Paris

La relation franco-algérienne reste prisonnière d'un vieux logiciel. Paris, héritière d'un passé colonial lourd, semble incapable de concevoir l'Algérie comme un partenaire à égalité, alors que les équilibres économiques et géopolitiques s'inversent.
Historiquement, l'indépendance algérienne en 1962 fut bien plus qu'une décolonisation nationale : elle agit comme un détonateur pour l'ensemble des indépendances africaines francophones. Sans ce basculement, il est probable que les indépendances marocaines et tunisiennes de 1956, puis celles d'Afrique subsaharienne en 1960, n'auraient pas été obtenues aussi rapidement.
Ce n'était pas un geste de bienveillance : Paris avait accordé plus tôt l'indépendance au Maroc et à la Tunisie par calcul stratégique, pour éviter de se battre sur trois fronts et concentrer ses forces sur la guerre d'Algérie. Cette mémoire reste vive : pour Alger, son indépendance est un acte fondateur qui dépasse ses frontières ; pour Paris, c'est un traumatisme impérial qui conditionne encore les réflexes politiques.

Comment Paris se marginalise face à l'Italie, aux États-Unis et à l'Allemagne

Les signaux d'isolement se multiplient. La visite en Algérie de Massad Boulos, émissaire américain, sans escale à Rabat, a été vécue au Maroc comme une humiliation : un signe que Washington traite Alger comme un État souverain de plein droit, là où Rabat reste arrimé à Paris. Cette frustration marocaine a été alimentée par une campagne médiatique relayant une fausse lettre de Donald Trump au roi Mohammed VI — inexistante, mais destinée à sauver la face. Pendant ce temps, l'Italie et l'Allemagne consolident leurs positions. En 2025, Rome reste le premier partenaire gazier de l'Algérie, avec de nouveaux chantiers d'hydrogène vert et de connectivités portuaires et numériques déjà engagés, renforçant à la fois les flux commerciaux et l'intégration technologique entre les deux rives et plus de quarante accords signés lors d'une fastueuse visite d'État. Berlin, de son côté, a invité Abdelmadjid Tebboune pour une visite d'État et acté une coopération renforcée dans le solaire, la formation technique et l'hydrogène, notamment à travers le projet South2 Corridor, dont le tracé contourne la France.
Dans le même temps, la France tente de rattraper son retard. Le géant maritime CMA CGM, fleuron tricolore du transport et de la logistique, cherche à investir massivement — plusieurs milliards d'euros — dans la modernisation et la gestion de ports algériens stratégiques. Mais ces projets restent gelés, conséquence directe de la détérioration des relations politiques.
Résultat : pendant que Paris piétine, Rome avance, intégrant déjà Alger dans sa stratégie portuaire méditerranéenne, un réseau de corridors maritimes et ferroviaires connectant l'Algérie au coeur industriel de l'Europe. Côté français, CMA CGM se heurte à un mur politique : la diplomatie bloque ce que l'économie réclame, laissant le terrain libre aux concurrents.
À Paris, cette concurrence est vécue comme un camouflet. Sur certaines chaînes d'opinion, on entend que "l'Italie ne craint pas assez la France pour commercer avec Alger" — aveu implicite d'un néocolonialisme toujours présent dans l'imaginaire politique français.

Lobbies : qui fausse le débat français ?

La diplomatie française vis-à-vis de l'Algérie est influencée par des réseaux d'intérêts qui ne se cachent plus.
Lobbies pro-marocains : inquiets de la montée en puissance d'Alger et actifs dans les médias et les cercles politiques.
Réseaux pro-israéliens : opposés de longue date à la position algérienne sur la Palestine.Héritiers des intérêts coloniaux : soucieux de préserver une vision hiérarchisée des relations.
Le scandale dit du "Marocgate" au Parlement européen (2022-2023) a révélé des pratiques de cashfor-influence impliquant l'ex-eurodéputé Pier Antonio Panzeri et le diplomate marocain Abderrahim Atmoun, visant à influencer les votes sur le Sahara Occidental et les droits humains. Ces méthodes trouvent un écho en France, où des chiffres gonflés sur l'AFD ou l'aide publique à l'Algérie circulent sans vérification.

L'affaire AFD : chiffres gonflés et communication politicienne

En 2025, plusieurs personnalités, dont Sarah Knafo (Reconquête !), ont affirmé que l'Algérie recevrait 800 millions d'euros par an de la France, allant jusqu'à évoquer 9 milliards dans ses vidéos devenues virales. Ces montants amalgamaient transferts privés, budgets multilatéraux et programmes régionaux, sans rapport direct avec Alger.
En réalité, l'AFD n'opère pas en Algérie : le pays refuse l'endettement extérieur. Les données officielles situent l'aide publique au développement à environ 132 millions d'euros, principalement via des projets profitant aux entreprises françaises. On est donc loin d'un "chèque annuel" versé par Paris. Cette exagération illustre la facilité avec laquelle certains discours trouvent un écho dès qu'ils permettent de cibler un adversaire extérieur.

Maroc vs Algérie : un contraste économique

Le Maroc a longtemps été présenté comme la "vitrine stable" du Maghreb. Mais derrière cette image, les fragilités structurelles sont profondes : chômage des jeunes dépassant 22 % (Banque mondiale, 2023 - 37% selon le Haut-Commissariat au Plan Marocain), forte dépendance au tourisme, à l'immobilier et aux transferts de la diaspora. Sa diplomatie du phosphate, fondée sur l'exploitation illégale des ressources du Sahara Occidental, est fragilisée par les normes environnementales : ce phosphate est l'un des plus chargés en cadmium au monde, métal lourd toxique dont l'usage agricole est de plus en plus restreint en Europe.
L'Algérie, de son côté, dispose d'atouts structurels souvent sous-estimés : un marché de 45 millions d'habitants, des ressources diversifiées, et une politique publique qui privilégie l'investissement productif. Contrairement au Maroc, elle a réduit sa dépendance alimentaire et investi dans les filières stratégiques.

Classement économique : l'Algérie parmi les économies à revenu intermédiaire-supérieur, contrairement au Maroc

Selon les dernières données du Groupe de la Banque mondiale, en juillet 2024 l'Algérie a été reclassée au sein des économies à revenu intermédiaire-supérieur, aux côtés de puissances émergentes comme la Turquie ou le Brésil. En revanche, le Maroc figure toujours dans la catégorie des revenus intermédiaires inférieurs.

Investissements étrangers : un basculement silencieux

Les cinq dernières années ont vu affluer des capitaux étrangers vers l'Algérie, signe d'un changement de perception des investisseurs.

Secteur énergétique
- Accords avec ENI (Italie) et TotalEnergies pour le gaz naturel et l'hydrogène vert.
- Coopération avec l'Allemagne sur le solaire (Desertec 2.0).
- Partenariats avec la Chine et la Turquie pour la construction de centrales électriques.

Industrie lourde et matériaux
- Projets sidérurgiques avec Tosyali (Turquie) et investissements italiens dans la production d'acier.
- Développement du complexe intégré fer de Gara Djebilet, et le projet intégré de phosphate de Tebessa/Bejaia avec extraction à faible teneur en cadmium.

Agro-industrie
- Contrats avec des groupes italiens, canadiens et brésiliens pour la production de céréales et le dessalement de l'eau de mer.
- Modernisation de la filière laitière avec Danone Algérie et Lactalis, en partenariat avec des coopératives locales.

Automobile et transport
- Usine FIAT à Oran, bientôt suivie par un projet Volkswagen.
- Création d'une filière locale de composants, avec transfert de technologie.

Logistique et infrastructures
- Lancement du port de Cherchell pour le transbordement international.
- Modernisation du réseau ferré avec un projet de LGV reliant l'Est et l'Ouest.
- Développement de la route transsaharienne et d'un réseau de fibre optique jusqu'à la frontière nigérienne, ouvrant de nouvelles perspectives commerciales vers l'Afrique subsaharienne

(A suivre)

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE QATARIEN

Organisation d'un séminaire sur le projet de loi sur la faillite

Le ministère du Commerce et de l'Industrie a organisé un séminaire sur le projet de loi sur la faillite, dans le cadre de ses efforts continus pour moderniser et développer le système législatif commercial du pays et renforcer la coopération avec le secteur privé.
Dans un communiqué publié lundi, le ministère a déclaré que le séminaire avait bénéficié de la participation active de plus de 60 représentants de plus de 20 institutions du secteur privé issues de divers domaines, notamment des cabinets d'avocats, des auditeurs, des consultants et des universités, ainsi que d'un groupe restreint d'experts et de spécialistes des secteurs concernés.
Au cours du séminaire, organisé par le département des Affaires juridiques du ministère, les dispositions les plus importantes du projet de loi ont été examinées et des points de vue pratiques sur les défis et les aspirations liés au cadre réglementaire en matière de faillite ont été échangés. Cela contribuera à la mise en place d'un environnement commercial stable et équitable, propice à une croissance économique durable dans le pays.
Dans le même contexte, le ministère du Commerce et de l'Industrie a exprimé sa gratitude pour l'interaction positive et les précieuses contributions des représentants du secteur privé, affirmant son engagement à continuer d'organiser de tels événements consultatifs dans le cadre de son approche participative visant à activer les futures initiatives législatives.

TUNISIE

Combien coûte la rentrée scolaire pour les ménages ?

La rentrée scolaire en Tunisie représente un moment important, non seulement pour les élèves mais aussi pour les familles qui doivent mobiliser un budget souvent conséquent.

Pour un ménage de la classe moyenne, la préparation de cette nouvelle année scolaire est synonyme de dépenses qui pèsent sur leur bourse, reflétant une hausse notable des coûts ces dernières années. Le coût moyen pour la rentrée scolaire d'un élève oscille entre 770 et 805 dinars, selon les dernières estimations de certaines parties prenantes à la question de la consommation. Cette somme augmente d'environ 10 à 15% par rapport à l'année précédente. L'augmentation se manifeste à travers le prix des fournitures scolaires, des uniformes, et autres matériels indispensables, affectant particulièrement les familles dont le revenu n'a pas connu de progression équivalente pour certaines catégories socio-professionnelles.
Dans la composition des frais, les fournitures occupent une place majeure. Pour un seul enfant, les achats peuvent atteindre plusieurs centaines de dinars, sans même inclure les articles comme le cartable ou les trousses, qui eux aussi ont vu leurs tarifs augmenter. Des témoignages de parents révèlent des dépenses allant de 280 à plus de 500 dinars pour les fournitures de base, avec en sus le coût des livres scolaires.
Face à des tarifs jugés élevés, nombre de familles hésitent entre acheter dans les circuits officiels, où les prix sont inabordables, et se tourner vers le marché parallèle. Ce dernier propose des fournitures souvent moins coûteuses mais dont la qualité et l'origine restent incertaines, créant ainsi un dilemme entre économie immédiate et sécurité des produits. Cette situation traduit une tension palpable dans le budget des ménages moyens.
Outre les fournitures, les familles doivent également gérer d'autres frais récurrents tels que les uniformes, les tenues de sport et parfois les services annexes comme le transport scolaire ou la cantine. Ces dépenses cumulées peuvent faire grimper le total à plus de 1 400 dinars par enfant pour ceux inscrits dans des institutions privées, accentuant la charge financière globale supportée par les parents.
La rentrée scolaire en Tunisie demeure donc un poste de dépense lourd pour les familles de la classe moyenne, confrontées à une augmentation régulière des coûts. Entre la nécessité d'assurer une bonne préparation aux enfants et les moyens financiers limités, ces ménages redoublent d'efforts pour concilier leurs ressources et les exigences éducatives. Un équilibre toujours fragile qui interroge sur les moyens d'accompagner cette transition scolaire dans un contexte économique difficile.

ARABIE SAOUDITE

La production d'une ferme hydroponique à Médine dépasse les 2 millions de kilos

Une ferme hydroponique située à Médine devient un modèle en matière de culture durable après avoir produit plus de 2 millions de kilos de récoltes.
Selon l'Agence de presse saoudienne, l'installation, composée de 20 halls agricoles climatisés s'étendant sur 183 000 m², cultive principalement de la laitue, du céleri, du romarin, du thym sauvage et du basilic. La ferme offre de nombreux avantages par rapport à l'agriculture traditionnelle, en particulier sur les plans environnemental et économique, en réduisant l'utilisation d'engrais jusqu'à 60 % et la consommation d'eau jusqu'à 90 %.
Ces caractéristiques s'inscrivent pleinement dans la Stratégie nationale de l'eau à l'horizon 2030 et dans les efforts plus larges du pays en faveur de la durabilité environnementale.
Ayman Al-Sayed, directeur général de la branche du ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Agriculture à Médine, a déclaré que les technologies agricoles modernes contribuaient à améliorer l'efficacité de production et la qualité des récoltes, tout en soutenant la sécurité alimentaire et la Stratégie agricole nationale.
Il a également mis en avant le soutien continu aux agriculteurs à travers des programmes de subventions agricoles et des plans de développement visant à renforcer la compétitivité des produits agricoles saoudiens sur les marchés locaux et internationaux.

EGYPTE

La Banque centrale approuve la création d'une première banque entièrement numérique

La néobanque fournira une gamme complète de services bancaires via une plateforme en ligne. Elle cible particulièrement les régions et les couches sociales exclues du système bancaire traditionnel.
La Banque centrale égyptienne a donné son accord initial à la création de la première banque entièrement numérique, pour renforcer l'inclusion financière dans ce pays densément peuplé où le taux de bancarisation reste inférieur à 40%.
La néobanque, qui opérera sous le nom de « Onebank », est une filiale de Banque Misr, l'une des plus anciennes banques commerciales égyptiennes, selon un communiqué publié le dimanche 17 août 2025 par Misr Digital Innovation (MDI), une société créée en 2020 pour piloter le processus de lancement de la première « Digital Native Bank » dans le pays. « Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une stratégie plus large visant à promouvoir les technologies financières et l'innovation dans le secteur bancaire égyptien », a précisé MDI, indiquant que cela devrait renforcer l'inclusion financière en rendant les services bancaires plus accessibles et plus pratiques pour un plus grand nombre de citoyens, en particulier ceux qui vivent dans des zones reculées ou qui sont mal desservies par les banques traditionnelles.
La nouvelle banque numérique, qui devrait entamer ses activités en 2026, offrira une gamme complète de services bancaires entièrement en ligne sans avoir besoin d'agences physiques.
Bien que l'autorisation initiale ait été accordée à Onebank, la licence définitive est subordonnée à la réalisation d'une inspection technique complète par la Banque centrale afin de garantir la sécurité et la stabilité de la plateforme numérique par laquelle la néobanque fournira ses services.
Selon les données de la Banque mondiale, plus de 60% des adultes égyptiens ne sont pas encore bancarisés.

BOURSE ÉGYPTIENNE

Lancement d'une application mobile : «The Egyptian Exchange»

L'application sera d'abord disponible en version bêta et proposera « des actualités du marché, des données relatives aux titres cotés, des résumés des principaux indices et des mouvements notables », a expliqué un communiqué de la Bourse égyptienne.
La Bourse égyptienne a officiellement mis en service sa toute première application intelligente pour téléphones mobiles, nommée « The Egyptian Exchange », dimanche 17 août.
« L'application proposera des actualités du marché, des données relatives aux titres cotés, des résumés des principaux indices et des mouvements notables », a expliqué un communiqué diffusé sur leur site.
L'application sera d'abord disponible en version bêta. Cela permettra aux utilisateurs de la découvrir et de donner leurs retours via la plateforme officielle de la bourse.
En versions anglaise et arabe, l'application est disponible sur le Google Play Store via ce lien, mais n'a pas encore été mise en circulation sur l'App Store d'Apple.
La Bourse égyptienne (EGX) joue un rôle central dans l'économie du pays, avec plusieurs centaines d'entreprises cotées.
Son indice de référence, l'EGX 30, mesure la performance des 30 entreprises les plus importantes et les plus actives du marché. La capitalisation boursière de l'EGX a récemment atteint un niveau record, environ 2 500 milliards de livres égyptiennes.

CÔTE D'IVOIRE

La campagne 2025/2026 du karité débute officiellement

Pays de la « ceinture du karité », la Côte d'Ivoire figure parmi les principaux fournisseurs mondiaux de la noix aux côtés du Nigeria, du Mali et du Burkina Faso. La campagne 2025/2026 est marquée par l'adoption de nouvelles mesures destinées à renforcer les performances du secteur.

En Côte d'Ivoire, la campagne 2025/2026 de commercialisation du karité s'ouvre officiellement ce lundi 18 août 2025. L'annonce a été faite le mercredi 13 août à Yamoussoukro par Kobénan Kouassi Adjoumani (photo), ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières. Selon le responsable, « le prix minimum bord champ a été fixé à 250 F CFA/kg pour les amandes bien séchées et bien triées » (0,44 $). Si, pour l'heure, les prévisions de récoltes ne sont pas encore annoncées, certains facteurs laissent entrevoir une amélioration de l'offre cette année.

Il convient de noter que le gouvernement ivoirien a décidé, le 9 janvier 2025, de suspendre à titre conservatoire les exportations de noix de karité sous forme brute en vue d'assurer une meilleure disponibilité sur le marché local pour alimenter les unités de transformation. Selon les données officielles, la production annuelle est estimée à 250 000 tonnes, dont 32% sont transformées localement, alors que pour certains observateurs le potentiel de production pourrait atteindre près de 400 000 tonnes de noix par an.

C'est dans ce contexte que le gouvernement avait décidé, en Conseil des ministres du 23 avril, de confier la régulation de la filière au Conseil du coton et de l'anacarde. Cette démarche vise notamment à optimiser la gestion budgétaire et à apporter des réponses adaptées aux défis rencontrés par la filière en ce qui concerne la commercialisation et la valorisation des productions. L'enjeu pour les autorités de se focaliser sur la transformation est d'autant plus stratégique que le marché du beurre de karité (principal produit issu de la transformation des amandes de karité) est en plein essor, tiré par la demande croissante, principalement dans la cosmétique et l'industrie alimentaire. D'après le cabinet Grand View Research, la taille du marché mondial du beurre de karité était estimée à 2,41 milliards $ en 2024 et devrait croître de 7,9% en moyenne par an pour atteindre 3,74 milliards $ d'ici 2030.

En Côte d'Ivoire, plus de 152 000 femmes tirent déjà leurs revenus de cette filière. Une meilleure structuration représente donc à la fois un levier économique et social pour le monde rural.

BURKINA FASO

Le pays lance un plan pour renouveler et étendre ses plantations de mangue

Le Burkina Faso est l'un des principaux producteurs et exportateurs ouest-africains de mangue avec le Mali, la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Dans le pays, le gouvernement renforce son appui à l'appareil productif pour booster les performances de la filière. Au Burkina Faso, le ministère de l'Agriculture a mobilisé et distribué près de 400 000 plants de manguiers au profit des agriculteurs à travers le pays entre juin et août 2025. L'annonce a été faite dans un communiqué publié le dimanche 10 août sur la page Facebook dudit ministère Cette campagne de distribution vise à renforcer la filière mangue, identifiée comme l'une des huit filières prioritaires dans le cadre de l'« Offensive agropastorale et halieutique 2023-2025 », un programme national visant à revitaliser les filières agricoles clés du pays, en augmentant la production et en améliorant la qualité des fruits.

« Ces plants, issus de variétés sélectionnées pour leur rendement et leur adaptation aux conditions locales, permettront de renouveler les vergers vieillissants et de créer de nouvelles plantations. », peut-on lire dans le communiqué.

L'enjeu pour les autorités est également de consolider la position du pays sur le marché international, tout en contribuant à la sécurité alimentaire et au développement économique. Il convient de noter qu'en dépit d'une progression globale, la production burkinabè a évolué en dents de scie ces dernières années.

Dans un rapport publié en novembre 2024, l'Agence pour la Promotion des Exportations du Burkina (APEX-Burkina) souligne en effet que la production de la filière est passée de 197 302 tonnes en 2018 à 271 503 tonnes en 2020, avant de connaître une baisse de près de 27% en 2021 pour s'établir à 199 240 tonnes. Elle a ensuite rebondi de 51 % en 2022, atteignant 300 000 tonnes.

EN AFRIQUE DU SUD

Les chocs climatiques resserrent l'accès au crédit

Face à une fréquence accrue d'inondations, de sécheresses et de vagues de chaleur, les banques sud-africaines se montrent plus prudentes dans l'octroi de prêts. Les événements climatiques extrêmes qui se multiplient en Afrique du Sud affectent désormais directement le crédit bancaire. Une étude de la Banque centrale publiée le lundi 18 août 2025, montre que les prêts ralentissent après chaque choc climatique, les banques anticipant une hausse des défauts de paiement et une perte de valeur des garanties. L'analyse, qui couvre 38 banques entre 2009 et 2024, révèle que les vagues d'inondations et de sécheresses ont systématiquement freiné la croissance du crédit. Les établissements deviennent plus frileux au moment de financer aussi bien les ménages que les entreprises exposées. A cela s'ajoute l'introduction de la taxe carbone en 2019, qui a pesé sur les bénéfices des sociétés et accentué le risque de défaut. Les grandes banques locales telles que Standard Bank, FirstRand, Absa, Nedbank, Capitec mais aussi des filiales de groupes étrangers comme Citi, HSBC ou Bank of China sont concernées. Elles adaptent leur stratégie de crédit en privilégiant la prudence, ce qui se traduit par un durcissement de l'accès au financement. Cette réticence s'explique par l'effet combiné de deux facteurs. D'une part, les événements climatiques extrêmes détruisent des actifs agricoles et industriels, fragilisant la capacité des emprunteurs à rembourser. D'autre part, les politiques fiscales climatiques, comme la taxe carbone, réduisent la rentabilité des entreprises. Dans ce contexte, la valeur des collatéraux diminue et le risque de défaut augmente, poussant les banques à limiter leur exposition.

Cette évolution reflète surtout une tendance mondiale. En Europe, au Brésil et aux Etats-Unis, les banques resserrent également le crédit face aux contraintes climatiques et réglementaires.

Si cette prudence renforce la stabilité financière à court terme, elle pourrait ralentir la transition vers une économie bas carbone. Les entreprises ont besoin de capitaux pour financer leur adaptation aux normes environnementales et investir dans des technologies propres.

POUR MODERNISER ET DÉVELOPPER LA FILIÈRE MAÏS

Le Sénégal s'associe à un partenaire turc

Au Sénégal, le maïs est la troisième céréale produite et consommée après le riz et le mil. Le pays, qui cible l'autosuffisance, a encore recours aux importations massives pour satisfaire la demande croissante sur son marché intérieur.

Au Sénégal, la Direction générale des entreprises agricoles de Turquie (TIGEM) veut aménager une ferme agricole sur une superficie de 500 hectares au profit de la filière maïs. Le projet, annoncé le vendredi 8 août dernier dans un communiqué publié par Mabouba Diagne, ministre de l'Agriculture, s'inscrit dans un partenariat public-privé visant à doter le pays d'un centre d'excellence pour l'expérimentation des pratiques agricoles modernes et la production locale de semences certifiées à haut rendement.

Les travaux, dont la durée est prévue sur une période de 12 mois, marquent une nouvelle étape dans la coopération agricole entre le Sénégal et la Turquie. Selon M. Diagne cette ferme sera équipée des dernières générations de machines et d'infrastructures d'irrigation et servira de modèle pour la production nationale de maïs.

« Ce projet, qui se veut également une ferme-école, formera les producteurs et les techniciens aux techniques agricoles innovantes et durables. », peut-on aussi lire dans le communiqué.

À travers ce nouveau partenariat, l'objectif des autorités sénégalaises est d'accroître la productivité et la production locale de maïs qui peine à suivre la demande croissante. Selon les données compilées par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) les importations sénégalaises de maïs ont augmenté de 19 % en 2024 pour atteindre 512 740 tonnes, et de près de 59 % en l'espace de 5 ans depuis 2020 (323 439 tonnes).

Le projet devrait aussi soutenir l'ambition du gouvernement d'atteindre des rendements de 5 tonnes par hectare dans la filière. Dans la deuxième économie de l'UEMOA, la culture de maïs couvrait 172 200 hectares en 2023/2024, affichant un rendement moyen de 3,29 tonnes par hectare d'après l'ANSD.

TANZANIE-BURUNDI

Un projet ferroviaire de 2 milliards $ pour renforcer les échanges commerciaux

Au Sénégal, le maïs est la troisième céréale produite et consommée après le riz et le mil. Le pays, qui cible l'autosuffisance, a encore recours aux importations massives pour satisfaire la demande croissante sur son marché intérieur.

Au Sénégal, la Direction générale des entreprises agricoles de Turquie (TIGEM) veut aménager une ferme agricole sur une superficie de 500 hectares au profit de la filière maïs. Le projet, annoncé le vendredi 8 août dernier dans un communiqué publié par Mabouba Diagne, ministre de l'Agriculture, s'inscrit dans un partenariat public-privé visant à doter le pays d'un centre d'excellence pour l'expérimentation des pratiques agricoles modernes et la production locale de semences certifiées à haut rendement.

Les travaux, dont la durée est prévue sur une période de 12 mois, marquent une nouvelle étape dans la coopération agricole entre le Sénégal et la Turquie. Selon M. Diagne cette ferme sera équipée des dernières générations de machines et d'infrastructures d'irrigation et servira de modèle pour la production nationale de maïs. « Ce projet, qui se veut également une ferme-école, formera les producteurs et les techniciens aux techniques agricoles innovantes et durables. », peut-on aussi lire dans le communiqué.

À travers ce nouveau partenariat, l'objectif des autorités sénégalaises est d'accroître la productivité et la production locale de maïs qui peine à suivre la demande croissante. Selon les données compilées par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) les importations sénégalaises de maïs ont augmenté de 19 % en 2024 pour atteindre 512 740 tonnes, et de près de 59 % en l'espace de 5 ans depuis 2020 (323 439 tonnes).

Le projet devrait aussi soutenir l'ambition du gouvernement d'atteindre des rendements de 5 tonnes par hectare dans la filière. Dans la deuxième économie de l'UEMOA, la culture de maïs couvrait 172 200 hectares en 2023/2024, affichant un rendement moyen de 3,29 tonnes par hectare d'après l'ANSD.

BOURSE ZURICH

En petite forme dans l'attente de nouveaux catalyseurs

La Bourse suisse affichait mardi matin de petits gains, dans un feu d'artifice de résultats d'entreprises contrastant avec la vacuité relative de l'agenda conjoncturel. Les indices new-yorkais avaient clôturé peu ou prou à l'équilibre lundi, eux aussi souffrant d'une panne de catalyseur.

"Les marchés européens devraient ouvrir sans réelle tendance ce matin, les investisseurs restant sur leur faim au lendemain de la réunion sur l'Ukraine à Washington (se rendant peut-être déjà compte qu'un processus de paix est un long chemin semé d'embuches) et dans l'attente du symposium de Jackson Hole où tout est possible," anticipe John Plassard de Cité Gestion.
La réunion entre Donald Trump, Volodymyr Zelenski et des dirigeants européens a débouché sur la perspective d'une nouvelle rencontre, entre le président ukrainien et Vladimir Poutine cette fois. Le colloque annuel des banquiers centraux de la planète à Jackson Hole, dans le Wyoming, s'ouvrira vendredi soir par un discours du président de la Fed des Etats-Unis, Jerome Powell.
A 09h15, le Swiss Market Index (SMI) grappillait 0,09% à 12'082,24 points, le Swiss Leader Index (SLI) 0,10% à 2000,97 points et le Swiss Performance Index (SPI) 0,07% à 16'782,24 points.
Sur les 31 principales valorisations, 19 progressaient, quatre hésitaient et huit reculaient.
Les poids lourds pharmaceutique Roche et Novartis figuraient au rang des indécis, quand le paquebot alimentaire Nestlé grignotait 0,1%.
Le géant de la souris Logitech (+1,1%) avait par contre le vent en poupe, tout comme dans une moindre mesure l'horloger biennois Swatch (porteur +0,9%), qui avait toutefois perdu plus de 3% la veille.
Le mastodonte ophtalmique Alcon (-0,2%) faisait montre de prudence, qui doit présenter en soirée ses résultats semestriels.
Sur le marché élargi, la société immobilière PSP Swiss Property (-1,0%) a certes profité d'un généreux produit des revalorisations sur les six premiers mois de l'année, mais sa performance sous-jacente a pris le chemin de la cave.
Le spécialiste des antibiotiques et antimycosiques Basilea Pharmaceutica (-3,0%) s'est maintenu sur la voie de la croissance début 2025, même si sa rentabilité a quelque peu marqué le pas.
La palme du moment revenait incontestablement au spécialiste de la connectique Huber+Suhner (+8,9%), à la faveur d'une réjouissante évolution tant des recettes que des excédents à mi-parcours en 2025.
L'équipementier de salles blanches Skan (-10,9%) occupait l'autre extrémité du classement, après avoir sombré dans le rouge au premier semestre.
L'apothicaire en ligne DocMorris (-7,9%), qui a creusé encore sa perte nette sur la même période, n'en menait guère plus large.
Le producteur de boîtiers et composants électroniques Phoenix Mecano (-3,8%) remanie ses instances dirigeantes à tout va, sur fonds de difficultés et de chute de rentabilité.

APRÈS UNE SÉANCE DE SURPLACE

Les Bourses asiatiques attentistes avant Jackson Hole

Les Bourses asiatiques évoluaient dans une fourchette étroite mardi après une séance de surplace à Wall Street en attendant des indices sur les prochaines orientations monétaires de la Fed lors du sommet de Jackson Hole prévu en fin de semaine. Les indices de la Bourse de New York ont été marqués par l'attentisme lundi, alors que les investisseurs attendent d'avoir davantage de visibilité sur le calendrier des réductions de taux de la Réserve fédérale américaine (Fed). «Tous les regards seront tournés» vers le sommet cette semaine, rappelle Michael Brown de Pepperstone. Les acteurs du marché seront «non seulement concentrés sur la question de savoir si le président de la Fed, Jerome Powell, envisage la possibilité d'une baisse des taux en septembre, mais aussi sur les déclarations du gouverneur de la Banque d'Angleterre, Andrew Bailey, et de la présidente de la BCE, Christine Lagarde, entre autres».

Tokyo à l'équilibre après ses records

L'indice vedette de la capitale nippone, qui a battu lundi un nouveau record en clôture, perdait 0,05% à 43.692,28 points vers 01H45 GMT. L'indice élargi Topix grappillait 0,02% à 3.121,72 points. La récente flambée des actions japonaises «a entraîné un écart de plus de 6% par rapport à la moyenne mobile sur 25 jours. Par le passé, un tel écart a parfois entraîné un recul, et il est probable qu'on observe des ventes de prises de bénéfices», a souligné Shutaro Yasuda du Tokai Tokyo Intelligence Lab. À Séoul, l'indice Kospi abandonnait 0,4%.

SoftBank investit dans Intel

Le géant japonais des investissements dans les nouvelles technologies SoftBank Group lâchait 2,27% après avoir annoncé mardi un accord avec l'américain Intel en vue d'acquérir des actions de l'entreprise de semi-conducteurs et processeurs pour un montant de 2 milliards de dollars. Les deux entreprises évoquent dans un communiqué leur volonté de «renforcer leur engagement à investir dans les technologies de pointe et l'innovation dans le domaine des semi-conducteurs aux États-Unis». Le gouvernement américain serait par ailleurs en discussion pour acquérir une participation de 10% d'Intel, selon des informations de l'agence Bloomberg publiées la semaine dernière, après une rencontre à la Maison Blanche entre Donald Trump et le patron d'Intel. L'investissement de SoftBank «suggère que la société pourrait investir davantage dans l'industrie des semi-conducteurs, car elle cherche à en devenir un acteur clé», a commenté Sharon Chen de Bloomberg Intelligence. Mais «la valeur de son portefeuille et son ratio prêt/valeur pourraient devenir plus volatils avec le passage à l'IA et à l'industrie des puces», a-t-elle ajouté.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 18 Août 2025
Valeur : 20 Août 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.7284	129.7434
1	EUR	EURO	151.4190	151.4495
1	GBP	POUND STERLING	175.5696	175.6375
100	JPY	JAPANESE YEN	87.9693	88.0094
1	CNY	CHINESE YUAN	18.0653	18.0694
1	CHF	SWISS FRANC	160.5748	160.6530
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.9720	94.0101
1	DKK	DANISH KRONE	20.2875	20.2914
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.5347	13.5508
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.6896	12.7062
1	AED	UAE DIRHAM	35.3156	35.3293
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.5730	34.5789
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.5039	424.6920
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.1860	44.6301
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.3927	14.3943
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.9281	24.0511
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2490	3.2591
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.6439	177.6439

CAC 40

L'espoir d'un compromis en Ukraine soutient les marchés

La Bourse de Paris s'arroge près de 0,6 % ce matin, autour des 7930 points, tirée par Renault, Pernod Ricard ou encore Kering (près de +2 % chacun).
La mobilisation tous azimuts des chefs d'État européens autour du président ukrainien n'a débouché sur aucun accord définitif hier, mais les idées avancées
afin de garantir la sécurité de l'Ukraine ont été considérées des deux côtés de l'Atlantique comme une bonne base de progrès pour parvenir à un prochain compromis.
La réunion a conduit à une promesse de prolongation de ces efforts diplomatiques, mais surtout à la possibilité d'un rendez-vous entre Zelensky et Poutine dans les prochaines semaines.
'Un pas vers une trêve améliorerait sans aucun doute le climat économique en Europe', rappelait hier Mark Haefele, le directeur des investissements chez UBS Global Wealth Management, la branche de gestion de fortune d'UBS.
'Si des signes en vue d'un cessez-le-feu devaient apparaître, l'attention des marchés se tournerait vite vers la reconstruction de l'Ukraine, l'espoir d'un meilleur approvisionnement en hydrocarbures - donc des prix de l'énergie plus bas en Europe - et, peut-être, la levée de certaines sanctions contre la Russie', souligne le stratège.
Mark Haefele rappelle qu'une étude de la Banque mondiale avait estimé, en février dernier, la manne financière associée à la reconstruction de l'Ukraine à 524 milliards d'euros sur dix ans, soit près de 2,8 fois le PIB nominal du pays prévu en 2024.
Côté marchés, les actions de la zone euro se négocient avec une décote de 21 % par rapport à leurs homologues américaines, relève Mark Haefele, contre une moyenne historique de 11 % depuis 2008.
'Ce fossé s'est creusé après le déclenchement de la guerre et une paix durable pourrait aider à combler cet écart', juge l'analyste.
Les marchés d'actions américains ont évolué sans direction claire hier, les investisseurs ayant ignoré les derniers développements géopolitiques et rechigné à prendre position à quelques jours du symposium de Jackson Hole.
Les intervenants veulent savoir si Jerome Powell, le président de la Fed, s'alignera lors de sa prise de parole de vendredi sur la perception du marché selon laquelle une baisse des taux en septembre est quasiment acquise, ou bien si le patron de l'institution cherchera, une nouvelle fois, à se préserver une marge de manoeuvre relativement large en matière de politique monétaire.
'Paradoxalement, le fait que Powell, afin d'éviter de 'faire tanguer le navire' à Jackson Hole, s'en tienne à son discours récent de 'patience' et de 'dépendance aux données', risquerait justement de le faire bouger assez fortement, étant donné à quel point les marchés sont aujourd'hui convaincus qu'une baisse des taux en septembre est acquise', prévient Michael Brown, analyste marchés chez Pepperstone.
D'après le baromètre FedWatch de CME Group, les traders intègrent une probabilité estimée à 83,6 % d'une baisse d'un quart de point de l'objectif de taux des fonds fédéraux le mois prochain, contre 55,9 % il y a un mois, mais à comparer avec 93,9 % il y a encore une semaine.
Les investisseurs seront par ailleurs attentifs aux derniers chiffres des mises en chantier et des permis de construire aux Etats-Unis, attendus en baisse en juillet du fait des niveaux toujours élevés des taux qui pénalisent l'activité sur le marché de l'immobilier.
Les résultats de la chaîne américaine de magasins de bricolage Home Depot tomberont de leur côté à la mi-journée.
À Londres, le Brent cède 0,6 %, à 66 USD le baril. De son côté, l'euro est stable face au billet vert, autour des 1,167 USD.
Dans l'actualité des sociétés tricolores, Aéroports de Paris (ADP) revendique un trafic au niveau du groupe de 36,3 millions de passagers pour le mois de juillet 2025, en légère hausse de 1,4 % par rapport à la même période de l'année dernière.
Europlasma annonce la décision de son conseil d'administration de procéder à un regroupement d'actions, par échange de 2500 anciennes contre une nouvelle, une opération sans impact sur la valeur globale des titres, exception faite des rompus.

CHINE

Pékin salue l'actuelle «dynamique positive» des relations bilatérales avec l'Inde

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, en visite à New Dehli, s'est félicité auprès de son homologue indien de l'actuelle «dynamique positive» des relations bilatérales, qui s'améliorent malgré un différend frontalier, a indiqué Pékin mardi.

Les deux pays les plus peuplés du monde, qui représentent ensemble plus de 2,8 milliards d'habitants, se livrent à une lutte d'influence en Asie du sud. Des combats meurtriers à leur frontière dans l'Himalaya les ont également opposés en 2020. Les tensions se sont progressivement apaisées via un dialogue entre militaires et diplomates. Pékin et New Delhi, confrontés aux droits de douane imposés par le président américain Donald Trump, souhaitent se rapprocher.
«Les relations sino-indiennes affichent une dynamique positive vers un retour à la voie de la coopération», a déclaré lundi Wang Yi, en visite en Inde, à son homologue indien Subrahmanyam Jaishankar, selon un communiqué du ministère chinois des Affaires étrangères publié mardi. Les deux pays ont «repris progressivement les échanges et le dialogue à tous les niveaux, maintenant la paix et la tranquillité dans les zones frontalières», s'est-il félicité.

«Tirer les leçons des expériences»

La reprise des relations commerciales sur la frontière himalayenne figure en tête de l'agenda de la visite de Wang Yi. Cette reprise serait un symbole significatif et ferait suite à des annonces sur la relance des vols directs et de la délivrance de visas touristiques entre les deux pays. Le sentiment anti-chinois s'était accru en Inde après l'incident de 2020, suscitant des appels au boycott des produits chinois.
Les deux parties doivent «tirer les leçons des expériences» du passé et «se considérer mutuellement comme des partenaires et des opportunités plutôt que comme des adversaires ou des menaces», a plaidé Wang Yi. Le chef de la diplomatie chinoise doit rencontrer le Premier ministre indien Narendra Modi durant son séjour.

Prolongation de l'enquête sur les produits laitiers européens

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, se rendra lundi en Inde pour discuter de la reprise du commerce frontalier entre les deux pays, interrompu depuis 2020 après un affrontement meurtrier dans l'Himalaya.
Une visite à haute portée symbolique. « Du 18 au 20 août... (le ministre chinois des Affaires étrangères) Wang Yi se rendra en Inde et participera à la 24e réunion des représentants spéciaux sur la question de la frontière sino-indienne », a indiqué samedi un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. Même si les échanges via les cols de haute altitude de l'Himalaya restent limités en volume, leur reprise serait un signal diplomatique fort après cinq ans de blocage. Les relations avaient été gelées à la suite de la violente confrontation de 2020, qui avait coûté la vie à au moins 20 militaires indiens et 4 chinois. La diplomatie indienne a confirmé la rencontre de Wang Yi avec Ajit Doval, conseiller à la sécurité nationale, puis avec le ministre des Affaires étrangères Subrahmanyam Jaishankar, un mois après leur entretien à Pékin.
« Ces discussions s'inscrivent dans le cadre de nos efforts continus pour assurer la stabilité et explorer les moyens d'approfondir la coopération bilatérale », a précisé le ministère indien dans un communiqué publié samedi.

AUSTRALIE

Google prêt à payer une pénalité de 30 millions d'euros pour pratiques anti-concurrentielles

Google a accepté de payer une pénalité de 30 millions d'euros pour des contrats «anti-concurrentiels» qui visaient à pré-installer uniquement son moteur de recherche sur des téléphones portables commercialisés par deux entreprises australiennes, a annoncé l'autorité locale de la concurrence lundi.
L'entreprise américaine a coopéré avec la Commission australienne de la concurrence et des consommateurs et admis avoir conclu des contrats avec les sociétés de télécommunications Telstra et Optus, en vigueur entre décembre 2019 et mars 2021, selon un communiqué de la commission.
En échange de l'installation du seul moteur de recherche de Google sur des téléphones fonctionnant sous Android, les sociétés Telstra et Optus avaient reçu une part des revenus publicitaires liés à son utilisation, d'après la commission. «Google a admis (...) que cela avait probablement eu pour effet de réduire drastiquement la concurrence», de même source. Google a dit être prêt à payer une pénalité de 30 millions d'euros et la commission a depuis transmis le dossier à la Cour fédérale. Elle doit décider du caractère «approprié» ou non de cette somme, de même source.
«(Toute) conduite qui restreint la concurrence est illégale en Australie parce qu'elle équivaut habituellement à moins de choix, des coûts plus élevés et un moins bon service pour les clients», a exposé la présidente de la commission, Gina-Cass Gottlieb. Le géant de la tech s'est pour sa part réjoui d'avoir répondu aux préoccupations du régulateur et s'est engagé «à donner aux fabricants d'appareils Android davantage de flexibilité pour (pré-installer) les navigateurs et applications de recherche», a dit un porte-parole de Google. L'an dernier, Telta et Optus s'étaient engagés devant la justice à ne plus permettre à l'entreprise américaine de favoriser son moteur de recherche, a rapporté la commission.

ÉTATS-UNIS

SoftBank va investir deux milliards de dollars dans Intel

Le géant japonais des investissements dans les technologies, SoftBank Group a annoncé mardi un investissement de 2 milliards de dollars dans le fabricant de puces américain Intel, nouvelle étape du renforcement de sa présence aux États-Unis. Cette initiative est la dernière d'une série d'investissements et d'accords commerciaux de SoftBank dans ce pays.
«Cet investissement stratégique reflète notre conviction que la fabrication et l'approvisionnement de semi-conducteurs de pointe vont continuer à s'étendre aux États-Unis, Intel y jouant un rôle essentiel», a déclaré le patron de SoftBank Masayoshi Son dans un communiqué conjoint avec la société californienne. Cet accord prévoit que SoftBank paiera 23 dollars par action d'Intel. L'investissement va porter à environ 2% la présence du japonais au capital du groupe américain.
Cette décision de SoftBank intervient alors que l'administration Trump discute de la possibilité de prendre une participation d'environ 10% dans Intel pour soutenir le fabricant de puces et le secteur américain des semi-conducteurs, selon des informations de plusieurs médias dont Bloomberg et le Wall Street Journal. Depuis le retour à la Maison Blanche de Donald Trump, Masayoshi Son a déjà annoncé divers autres plans d'investissements aux États-Unis, y compris dans le projet Stargate de 500 milliards de dollars visant à construire une infrastructure d'IA aux États-Unis aux côtés du géant du cloud Oracle et du créateur de ChatGPT, OpenAI.

ACCORD ARMÉNIE-AZERBAÏDJAN

Le président iranien à Erevan pour discuter d'un corridor appuyé par Washington

Le président iranien Massoud Pezeshkian se rend ce lundi 18 août en Arménie pour des entretiens sur la création, sous l'égide des États-Unis, d'un corridor de transit près de la frontière iranienne, prévue dans le cadre du récent accord de paix entre Erevan et Bakou. Dans la capitale arménienne, Massoud Pezeshkian va en effet discuter de l'établissement prévu d'une zone de transit traversant l'Arménie pour relier l'Azerbaïdjan à son enclave du Nakhitchevan, une revendication de longue date de Bakou mais à laquelle Téhéran s'oppose depuis longtemps.
Aux termes de l'accord conclu le 8 août à Washington, les États-Unis disposeront de droits de développement pour ce corridor, baptisé «Voie Trump pour la paix et la prospérité internationale» (TRIPP). «La présence d'entreprises américaines dans la région est préoccupante (...) nous en discuterons et ferons part de nos préoccupations» aux responsables arméniens, a indiqué à la télévision Massoud Pezeshkian avant son départ.
L'Iran s'oppose depuis longtemps à ce corridor, craignant qu'il ne le coupe du Caucase et n'amène une présence étrangère éventuellement hostile à sa frontière. Ces derniers jours, l'Iran a mis en garde l'Arménie contre toute avancée de ce projet, imputant aux États-Unis de possibles «objectifs hégémoniques dans la région du Caucase».
Les responsables arméniens «nous ont assuré qu'aucune force américaine ou société de sécurité américaine ne serait présente en Arménie sous le prétexte de cette route», a affirmé lundi le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, cité par l'agence officielle Irna.

LA CROISSANCE S'ESSOUFFLE EN EUROPE

La reprise s'est-elle déjà terminée ?

L'économie de la zone euro a à peine progressé au deuxième trimestre. L'Allemagne et l'Italie se sont contractées, tandis que l'Espagne a continué à briller.
L'élan économique de l'Europe s'est pratiquement arrêté au deuxième trimestre 2025, avec une croissance à peine enregistrée et une chute brutale de la production industrielle, suscitant des inquiétudes quant à l'essoufflement de la reprise dans la région. Selon la deuxième estimation d'Eurostat publiée jeudi, le PIB corrigé des variations saisonnières de la zone euro a augmenté de seulement 0,1 % au cours des trois mois qui se sont terminés en juin, sans changement par rapport à la première estimation rapide. L'Union européenne (UE) au sens large a enregistré une croissance de 0,2%, également en ligne avec les estimations précédentes. Ces chiffres marquent un net ralentissement par rapport au solide premier trimestre, au cours duquel le PIB avait augmenté de 0,6 % dans la zone euro et de 0,5 % dans l'ensemble de l'UE grâce à une forte croissance des exportations.
En revanche, l'économie des États-Unis a fortement rebondi, affichant une croissance trimestrielle de 0,7 % après une légère contraction au premier trimestre. Sur une base annuelle, le PIB de la zone euro a augmenté de 1,4 %, loin derrière le rythme de 2,0 % de Washington.
Au-delà des chiffres globaux, la reprise reste très inégale au sein de l'Union. L'Espagne a pris la tête du peloton avec une croissance trimestrielle de 0,7 %, alimentée par une forte demande intérieure et des investissements en capital. Le Portugal a suivi avec un gain de 0,6 %, tandis que la France a réussi une modeste expansion de 0,3 %.

BULLE DE L'IA

Les craintes de Sam Altman face à un marché en surchauffe

Le PDG d'OpenAI compare l'engouement actuel pour l'intelligence artificielle à la bulle Internet, tout en réaffirmant le potentiel transformateur de cette technologie. Malgré des investissements records et une valorisation en hausse, des voix s'élèvent pour alerter sur les risques de surévaluation et de spéculation excessive.

IA pas de problème ? Si, peut-être… Le co-créateur de ChatGPT et co-fondateur d'OpenAI a déclaré que le marché de l'intelligence artificielle pourrait être en train de former une bulle spéculative. Ce qui rappelle fortement la bulle Internet de la fin des années 90 et du début des années 2000, avec le risque d'une explosion et d'une dévalorisation majeure de la plupart des acteurs.

Sam Altman craint une bulle spéculative de l'IA

En effet, lors d'un échange avec des journalistes de The Verge, Altman a expliqué la chose de la manière suivante : « Quand des bulles se forment, des personnes intelligentes s'emballent autour d'une part de vérité ». Il reconnaît à la fois une surchauffe des investissements et le caractère révolutionnaire de l'IA sur le long terme.
Cette prise de position s'inscrit dans un contexte où les levées de fonds et les valorisations des entreprises spécialisées dans l'IA atteignent des sommets.
OpenAI elle-même prépare une cession d'actions de 6 milliards de dollars, valorisant l'entreprise à 500 milliards de dollars, contre 300 milliards quelques mois plus tôt. Pourtant, malgré un chiffre d'affaires annuel en forte croissance (proche de 20 milliards de dollars en 2025), OpenAI reste déficitaire.

Des avertissements partagés par d'autres grands noms

Sam Altman n'est pas le seul à s'inquiéter. Joe Tsai, cofondateur d'Alibaba, et Torsten Slok, économiste en chef chez Apollo Global Management, ont également exprimé des réserves sur la surévaluation du secteur. Ce dernier va jusqu'à affirmer que la bulle actuelle dépasse en ampleur celle des années 1990. Les valorisations boursières de plusieurs géants de la tech seraient jugées excessives.
Ray Wang, PDG de Constellation Research, nuance cependant ce constat. Pour lui, si certains segments du marché (notamment les entreprises aux bases fragiles) sont effectivement surévalués, les investissements dans les infrastructures et les semi-conducteurs restent justifiés par la trajectoire de croissance à long terme de l'IA.

Des promesses qui dépassent parfois la réalité

Le lancement récent de GPT-5, le dernier modèle d'OpenAI, a été accueilli avec des avis très mitigés. Certains utilisateurs ont pointé un manque d'intuitivité par rapport aux versions précédentes, poussant l'entreprise à maintenir l'accès à GPT-4 pour ses clients payants.
Par ailleurs, Altman a tempéré les attentes autour de l'AGI (Artificial General Intelligence), un concept qu'il juge de moins en moins pertinent, alors qu'OpenAI avait précédemment évoqué son atteinte dans un avenir proche.
Malgré ces avertissements, la confiance des investisseurs dans OpenAI ne faiblit pas. L'entreprise prévoit d'investir des milliers de milliards de dollars dans ses infrastructures de data centers dans les années à venir. Le géant américain de l'IA n'exclut pas de se positionner sur de nouveaux marchés, comme le matériel grand public ou les interfaces cerveau-machine.

Source : CNBC

Comment Amazon résout désormais les pannes de ses entrepôts en quelques secondes grâce à son IA Quartz

Dans les entrepôts géants d'Amazon, un nouveau collègue virtuel fait sensation. Quartz, c'est son nom, digère des années d'expérience collective pour résoudre les pannes en quelques secondes. Il combine IA générative et graphe de connaissances pour faire évoluer la maintenance industrielle, et le mot est faible, en transformant la frustration des recherches interminables en efficacité immédiate.
Avec des diagnostics passant de plusieurs heures à quelques secondes, Amazon redéfinit les standards de la maintenance industrielle 4.0.

Amazon Quartz transforme des millions de données en solutions instantanées

Pour comprendre Amazon Quartz, il va falloir oublier l'image du technicien qui fouille désespérément dans des manuels poussiéreux. Julien Lépine, le directeur architectes solutions chez Amazon Web Services (AWS), propose une analogie salvatrice pour définitivement nous convaincre. Quartz, « c'est comme si un chirurgien pouvait instantanément consulter les dossiers médicaux et comptes-rendus d'opération de tous les patients ayant présenté des symptômes similaires à travers le monde ». Sauf qu'ici, les patients sont des convoyeurs (là où arrivent les marchandises dans un entrepôt) et des robots.

Techniquement, Quartz combine deux cerveaux

On a d'un côté une IA générative qui comprend les questions des techniciens, même formulées maladroitement, et de l'autre une IA extractive qui garantit des réponses précises, issues de documentations officielles. La vraie magie réside dans son graphe de connaissances, une toile géante qui relie « des dizaines de millions de points de données », incluant « plusieurs millions de rapports d'interventions collectés sur plusieurs années » et « des milliers de manuels techniques et documentations techniques constructeur ». Cette architecture permet à Quartz de comprendre les relations complexes entre une panne et ses causes profondes. Dans les 35 sites français d'Amazon, de Brétigny que nous avons récemment pu visiter à Lauwin-Planque, la technologie est déjà opérationnelle. Ce déploiement intensif montre qu'on est loin du gadget expérimental. Nous sommes face à du concret, testé et approuvé sur le terrain hexagonal.

Les diagnostics de pannes passent de plusieurs heures à quelques secondes

Les exemples concrets aident à mieux se rendre compte du gap franchi grâce à Amazon Quartz. Récemment, un convoyeur est tombé en panne dans un centre français. L'alerte est partie vers la mauvaise équipe, un classique. Mais Quartz a immédiatement identifié le bon interlocuteur. « Cela a permis d'éviter des heures de communications mal orientées », nous raconte Julien Lépine. Dans un autre cas, en lutte contre une nouvelle technologie capricieuse, l'IA a diagnostiqué en quelques secondes ce qui aurait pris « plusieurs heures » aux équipes. Autre retour de terrain, un ingénieur en automatisation qui travaille dans un centre Amazon en France témoigne : « Avec Quartz, le temps de recherche est réduit de moitié. Je peux maintenant facilement obtenir des réponses à des questions comme "quel a été le temps d'arrêt total causé par une erreur spécifique pour mon domaine technologique en 2025?" ». Fini donc les tableaux Excel interminables et les calculs manuels fastidieux.
L'apport le plus bluffant de Quartz concerne les pièces détachées. Le système localise automatiquement les stocks disponibles dans tout le réseau français et européen, puis il propose le site d'approvisionnement optimal et peut même passer commande. « Les techniciens peuvent désormais localiser et commander les pièces nécessaires quasi instantanément, là où ces tâches prenaient auparavant plusieurs minutes », confirme Julien Lépine. Ce qui peut être précieux pendant les périodes de rush comme les fêtes, le Black Friday et les Prime Days.

FUTUR VOLKSWAGEN T-ROC

Les premières images de la nouvelle génération !

Volkswagen dévoile les premières images du futur T-Roc, l'un de ses modèles les plus populaires. Teasée sur Instagram par Andreas Mindt, patron du design, la nouvelle génération fera sa première apparition publique au Salon de Munich début septembre.

C'est sur Instagram que Volkswagen a choisi d'allumer la mèche. Et c'est plus précisément le directeur du design de la marque allemande, Andreas Mindt, qui a publié une première image de la prochaine génération de T-Roc, accompagnée du message "The all-new T-Roc. Coming soon" (Le tout nouveau T-Roc. Bientôt disponible.). Juste à temps pour que l'attente ne soit plus très longue avant sa présentation. En effet, le SUV compact sera dévoilé au Salon IAA 2025 de Munich qui se tiendra du 9 au 14 septembre et en sera très certainement l'une des stars eu égard à son succès depuis sa sortie il y a maintenant 8 ans.

Une évolution en profondeur

Lancé en 2017 pour surfer sur la vague des SUV urbains, le T-Roc s'est rapidement imposé comme l'un des piliers de la gamme Volkswagen. Toujours positionnée entre le Taigo et le Tiguan, sa nouvelle génération reprendra la base de ce dernier. Si sur la photo teaser publiée par le designer, le véhicule est encore camouflé, cachant en partie ses lignes, on reconnait immédiatement son design avec son hayon façon fastback à l'arrière, intégrant un becquet. Si l'on devine des arêtes au dessus des passages de roues pour lui donner encore un peu plus de caractère, ce que l'on remarque surtout, c'est sa transition vers le langage esthétique des derniers modèles de la marque. Et notamment le Tiguan à qui il semble reprendre la découpe des feux avant et arrière.

Un modèle clé pour Volkswagen

Pour le moment, on ne sait rien d'autre sur ce T-Roc. Si ce n'est que basé sur la plate-forme MQB-Evo, il devrait hériter de motorisations électrifiées, une première pour le modèle. On parle là de micro-hybride, d'hybride mais aussi peut-être d'hybride rechargeable puisque sa base le lui permet. L'enjeu est de taille en tout cas pour Volkswagen puisque le T-Roc, restylé en 2022, reste l'un des SUV compacts les plus vendus en Europe, où il s'est classé en 5e position des ventes de voitures neuves en 2024. Même en France, où il est loin derrière ses concurrents tricolores Peugeot 2008 et autres Renault Captur, il a

surpassé les ventes de la Golf. Sans parler de la version décapotable, qui se place sur les premières marches des cabriolets les plus vendus l'an dernier, mais qui n'aura pas de suite. Reste maintenant à le découvrir à Munich, et à attendre sa commercialisation attendue au quatrième trimestre 2025.

Aux Etats-Unis, le régulateur de vitesse de certaines Volkswagen se déclencherait tout seul à n'importe quel moment

Aux États-Unis, des propriétaires de VW ID.4 poursuivent le constructeur, accusant ses boutons tactiles au volant d'être trop sensibles. Une simple caresse suffirait à activer l'assistance à la conduite, au point que certains conducteurs disent désormais avoir peur de prendre le volant.

Débutons par un poncif : "le mieux est l'ennemi du bien". Il faut bien avouer que chez les constructeurs automobiles, cette expression attribuée à Montesquieu n'est pas toujours prise en compte. Au contraire même, en cherchant à tout prix l'innovation, on en finit par complexifier les choses. Ou les rendre moins pratiques. C'est ainsi qu'on a beaucoup entendu parler des fameux boutons à retours haptiques, ces touches tactiles dont la réponse se fait par vibration, pas toujours évidentes à l'usage. Présentées comme futuristes, on les retrouve chez de nombreux constructeurs. Mais c'est Volkswagen qui fait figure de proue sur le sujet, avec ces boutons lisses, sans doute plus esthétiques visuellement, censés symboliser la modernité de la marque. Sauf qu'en pratique, ils se révèlent si sensibles qu'ils peuvent enclencher par inadvertance certaines fonctions. Quitte à créer des frayeurs aux conducteurs. C'est en tout cas ce que dénonce le recours collectif déposé récemment dans le New Jersey, aux États-Unis, qui explique qu'une simple inattention peut se transformer en situation à risque.

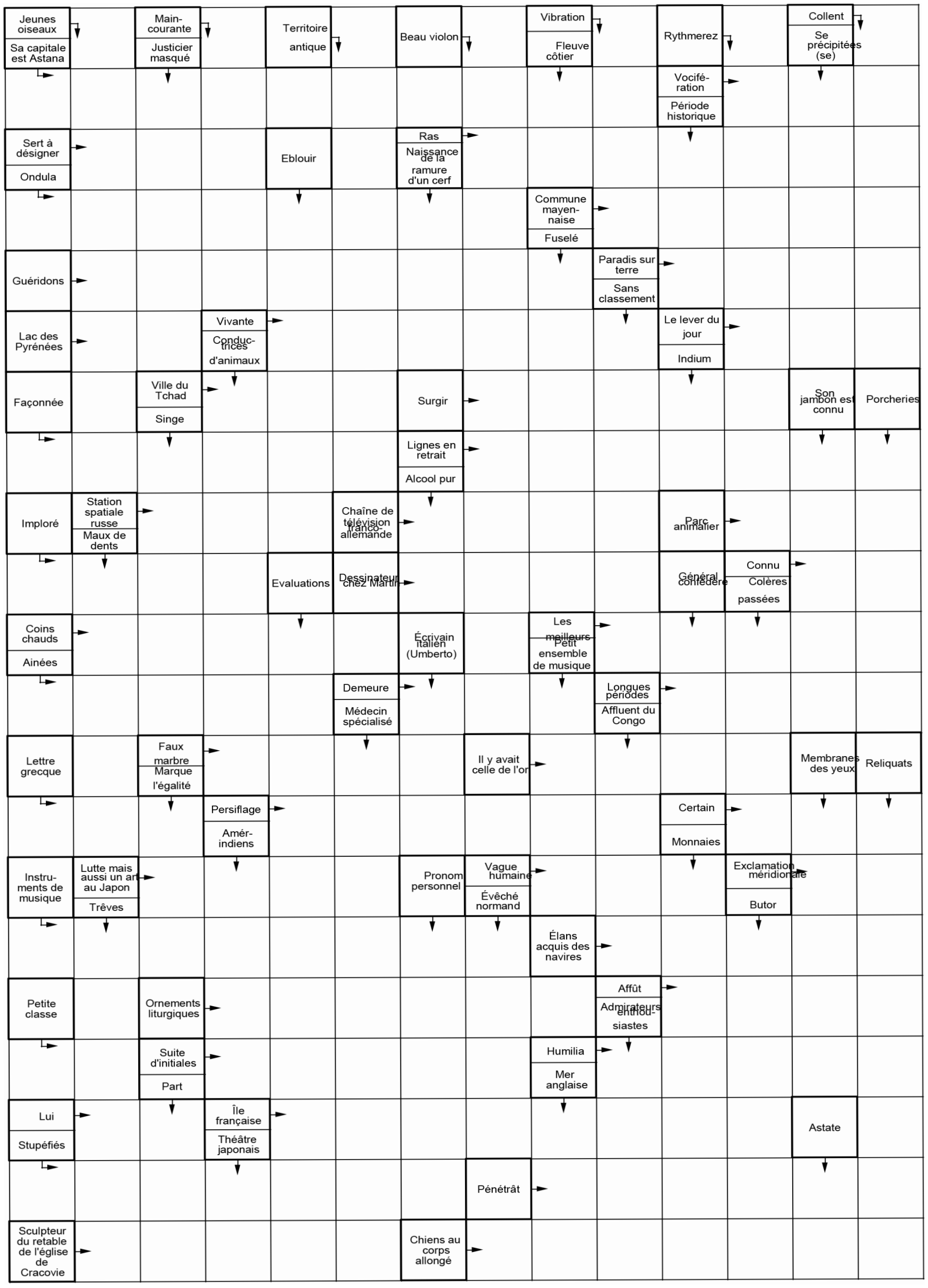
Témoignages glaçants et accusations lourdes

Derrière la procédure judiciaire, des récits concrets : un conducteur explique avoir détruit la porte de son garage après une accélération imprévue, une autre rapporte des blessures. Et le dossier évoque même des accidents mortels. En cause ? Le déclenchement involontaire sur le volant du régulateur de vitesse adaptatif. Les plaignants accusent Volkswagen d'avoir eu connaissance du problème, via des retours clients et des données internes, sans l'avoir jamais divulgué. Ils invoquent ainsi une fraude par omission, une rupture de garantie et une violation des lois de protection des consommateurs. Résultat : certains se disent même être désormais "terrifiés" à l'idée de conduire leur voiture. Et un modèle plus particulièrement est dans le collimateur : le Volkswagen ID.4.

Retour aux boutons physiques annoncé

En réalité, Volkswagen avait reconnu dès 2022 que ce choix technologique était une erreur. Et depuis, la firme de Wolfsburg a annoncé le retour à des commandes classiques. Ainsi à partir de la future citadine découlant du concept ID.2all, toutes les voitures de la marque seront de nouveau dotées de vrais boutons physiques. Mais pour les propriétaires actuels, rien : pas de rappel officiel, pas de réparation gratuite, et encore moins de remboursement. Un manque qui nourrit la colère, et qui pousse certains, comme aux États-Unis, à avoir recours à la justice.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mercredi 20 août 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

Le pétrole en baisse, miné par la perspective d'un apaisement des conflits

Les cours du pétrole reculent mardi, impacté par les efforts diplomatiques menés pour régler les conflits et qui augurent d'une hausse de l'offre sur le marché. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, baissait de 1,07% à 65,89 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en septembre, perdait 1,14% à 62,70 dollars.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or progresse, soutenu par la faiblesse du dollar

Les cours de l'or ont légèrement augmenté mardi, portés par un dollar affaibli dans un contexte de perspectives de baisse des taux d'intérêt américains, tandis que les investisseurs attendent avec attention le discours du président de la Réserve fédérale cette semaine. L'or au comptant gagnait 0,2 % à 3.336,88 dollars l'once. Les contrats à terme sur l'or américain pour livraison en décembre prenaient 0,1 % à 3.381,20 dollars. L'indice du dollar reculait de 0,1 % face à un panier de devises majeures, rendant le métal jaune plus attractif pour les acheteurs hors zone dollar. Selon des analystes du marché aurifère, le métal jaune évolue dans une fourchette étroite ces dernières semaines, pris entre les tensions géopolitiques et la faiblesse persistante des données sur l'emploi aux Etats-Unis. Sur les autres métaux précieux, l'argent au comptant cédait 0,1 % à 37,97 dollars l'once. Le platine avançait de 0,6 % à 1.330,80 dollars, tandis que le palladium reculait de 0,6 % à 1 115,37 dollars.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

62 morts et 2139 blessés en une semaine

Soixante-deux (62) personnes sont décédées et 2139 autres ont été blessées dans 1633 accidents de la route, survenus durant la période du 10 au 16 août dans plusieurs wilayas du pays, indique mardi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Alger avec 22 morts sur les lieux d'accidents et 172 blessés, dans 145 accidents de la route, précise la même source. En outre, les secours de la Protection civile ont effectué 3025 interventions pour l'extinction de 2096 incendies, urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas d'Alger (236 incendies), Blida (115) et Tizi Ouzou (110). Durant la même période, 5216 interventions ont été effectuées par les équipes de secours de la Protection civile, pour le sauvetage de 466 personnes en situation de danger et l'exécution de 4644 opérations diverses d'assistance, indique le communiqué. Le dispositif de la Protection civile pour la surveillance des plages autorisées à la baignade a également effectué 6616 interventions pour le sauvetage de 4289 personnes, la prise en charge de 1772 personnes sur les lieux et l'évacuation de 552 autres vers les structures sanitaires locales, poursuit la même source, déplorant le décès de 4 personnes par noyade en mer et de 4 autres dans des réserves d'eau. S'agissant du dispositif de lutte contre les incendies de forêts et de récoltes, il a été procédé à l'extinction de 162 incendies dans plusieurs wilayas du pays, conclut le communiqué.

CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE NATIONALE DU MOUDJAHID

Le Président Tebboune adresse un message

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, mardi, que la célébration de la Journée nationale du moudjahid était l'occasion de se remémorer les sacrifices du peuple algérien, de renouveler le serment aux chouhada et aux moudjahidine et de réitérer la fidélité au message éternel de Novembre, dans une Algérie majestueuse et forte, soucieuse de l'indépendance de sa décision et de sa souveraineté.

Dans un message adressé à l'occasion de la Journée nationale du moudjahid, commémorant le double anniversaire de l'Offensive du Nord-Constantinois et du Congrès de la Soummam (20 août 1955-1956), le président de la République a souligné que "la célébration de la Journée du moudjahid est l'occasion de se remémorer le 70e anniversaire de l'Offensive du Nord-Constantinois, cette étape marquante de la lutte où l'Armée de libération se distingua par sa bravoure, révélant la capacité des vaillants moudjahidine à infliger à l'armée coloniale des pertes lourdes et cuisantes, ainsi que leur détermination inflexible à anéantir ses forces puissamment armées, en imposant à l'ennemi le lieu et l'heure de la confrontation militaire, ce qui a eu pour effet de propager l'écho de la Révolution du 1er Novembre 1954, dont les épisodes sanglants étaient désormais connus par le monde entier et dont les victoires militaires sur le terrain et les réalisations politiques dans les tribunes et les fora internationaux retentissaient aux quatre coins du monde". "En cette Journée du moudjahid, le peuple algérien commémore également le 69e anniversaire du Congrès de la Soummam, tenu le 20 août 1956.

Une étape du parcours de lutte lors de laquelle les dirigeants de la Révolution ont décidé de se réunir à Ifri-Ouzellaguen afin de doter la Révolution des mécanismes de coordination et des structures et cadres organisationnels lui permettant d'atteindre ses objectifs tels que définis dans la Déclaration du 1er Novembre.

Des objectifs que le vaillant peuple algérien a fait siens, en y adhérant pleinement", a ajouté le président de la République. "C'est également l'occasion pour nous de renouveler notre serment aux chouhada et aux moudjahidine et de réitérer notre fidélité au message éternel de Novembre, dans une Algérie bâtie par la volonté des patriotes attachés à la préservation du legs, une Algérie majestueuse et forte, soucieuse de l'indépendance de sa décision et de sa souveraineté et qui avance vers les objectifs de développement durable, qui en font un pays en plein essor porteur de bien-être et de prospérité", a poursuivi le président de la République.

JIJEL

139 agents paramédicaux renforcent les établissements de santé

Pas moins de 139 agents paramédicaux fraîchement diplômés dans différentes spécialités viennent d'être affectés dans les établissements de santé répartis dans la wilaya de Jijel, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction de la santé et de la population (DSP). Yamina Labiad, chargée de l'information de la DSP, a précisé, dans une déclaration à l'APS, que ces nouveaux agents, activant dans 8 spécialités, sont le fruit de la formation paramédicale dans la wilaya de Jijel. Les sage -femmes, au nombre de 46, représentent l'effectif le plus important de ces nouvelles recrues, suivies des infirmiers (44 éléments), les autres spécialités constituant le reste des agents affectés, selon la même source. Mme Labiad a indiqué que la répartition des agents paramédicaux dans les différentes structures de santé s'est opérée selon les souhaits exprimés par les diplômés, lorsque leur classement à l'issue du cursus pédagogique le permet, et selon les postes budgétaires disponibles dans les établissements de santé. L'installation des nouvelles recrues s'est effectuée " dans le cadre du renforcement des structures de santé de la wilaya de Jijel au moyen d'un personnel paramédical qualifié, en vue d'améliorer la qualité des prestations de soins, en droit ligne des efforts des pouvoirs publics visant à rapprocher la santé du citoyen ", selon la même source qui a rappelé que les agents paramédicaux ont bénéficié d'une formation théorique et pratique d'une durée de 3 à 5 ans selon la spécialité.

DRAME DE L'OUED EL HARRACH

Quatre personnes placées en détention provisoire

Par Selma R.

L'accident tragique survenu vendredi soir à Oued El Harrach, impliquant la chute d'un bus de transport collectif, continue de susciter une vive émotion. Le bilan humain est lourd : 18 morts et 23 blessés. Face à la gravité du drame, le procureur de la République près le tribunal de Dar El Beïda a tenu, mardi après-midi, une conférence de presse au siège du tribunal afin de détailler les premières mesures judiciaires. Le procureur a annoncé le placement en détention provisoire de quatre personnes. Il s'agit du propriétaire du bus, le chauffeur, le contrôleur technique des véhicules ainsi que le receveur des tickets. Selon le parquet, le chauffeur du bus est poursuivi pour homicide involontaire, blessures involontaires et mise en danger directe de la vie et de l'intégrité physique d'autrui, en raison d'une violation manifeste des règles de prudence et de sécurité. Le receveur des tickets, compagnon du chauffeur, fait également l'objet de poursuites pour homicide involontaire, blessures involontaires et mise en danger d'autrui. Le contrôleur technique est inculpé pour falsification de documents officiels à travers la délivrance volontaire d'un certificat contenant de fausses constatations, ainsi que pour «mise en danger de la vie d'autrui». Enfin, le propriétaire du bus est accusé d'utilisation d'un procès-verbal de contrôle technique falsifié et de mise en danger de la vie des passagers.

Le procureur a indiqué que l'enquête judiciaire se poursuit, avec la réalisation d'expertises techniques pour déterminer les causes exactes de l'accident. Il a assuré que « le parquet n'hésitera pas à engager des poursuites contre toute personne dont la responsabilité serait établie, de près ou de loin, dans ces faits ».

La catastrophe de l'Oued El Harrach met une nouvelle fois en lumière la question de la sécurité des transports collectifs en Algérie, souvent pointés du doigt pour leur vétusté et le non-respect des normes de contrôle technique. Le gouvernement est désormais attendu sur de nouvelles mesures visant à renforcer la réglementation et à éviter que de telles tragédies ne se reproduisent.